

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1645

26 juin 2014

SOMMAIRE

D4S Designer 4 Sport S.à r.l.	78917	Finnist Real Estate S.à r.l.	78916
DBA Lux 2	78915	Fondation Caritas Luxembourg	78919
DB Platinum II	78914	Fondation Lycée Technique Privé Emile Metz	78920
DB Platinum III	78914	Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) III S.à r.l.	78921
DB Platinum IV	78915	Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) II S.à r.l.	78921
Delta Lloyd Privilege	78915	Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) I S.à r.l.	78920
Delta Lloyd Privilege	78914	FS-B S.à r.l.	78920
Dexia Bonds	78916	Global Consulting S.à r.l.	78960
DIM SICAV-SIF, SCA	78916	GVBB Holdings S.à r.l.	78918
DIM SICAV-SIF, SCA	78915	Jet Engine Holding S.à r.l.	78960
Dinas Invest & Finance Corp S.A.	78916	Lamudi Saudi Arabia S.C.Sp.	78951
Eaton Holding VI S.à r.l.	78917	LFG Lux S.C.Sp.	78957
EM S.à r.l.	78922	Nika-Lux S.à r.l.	78939
Enable and Invest S.à r.l.	78917	Orox Capital Investment	78958
EnVivo (Luxembourg) III S.à r.l.	78921	Outlet Mall Sub Group Holding No. 4 S.à r.l.	78927
EnVivo (Luxembourg) II S.à r.l.	78921	Pompjeeën Gemeng Luerentzweiler asso- ciation sans but lucratif	78923
EnVivo (Luxembourg) I S.à r.l.	78920	Puma International Financing S.A.	78953
Ersel Gestion Internationale S.A.	78918	Taco S.A.	78922
Espirito Santo Financial Group S.A.	78917	WebConsult S.A.	78938
Eternality S.à r.l.	78918	WMC Securitisation S.A.	78940
ETS-Eurotechsnap Sàrl	78914	ZT General Partner S.à r.l.	78953
Eurofertigbau A.G.	78919		
Falene S.à r.l.	78918		
Falla Holding S.à r.l.	78919		
Falsa Investments S.A.	78920		
Famcare S.A.	78921		
Findus Intermediary Holdings S.à r.l.	78921		
Findus Manco GP S.à r.l.	78923		

DB Platinum III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 107.709.

Le rapport annuel au 31 janvier 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DB PLATINUM III
Société d'Investissement à Capital Variable
RBC Investor Services Bank S.A.
Société anonyme

Référence de publication: 2014057687/13.

(140066744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

DB Platinum II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 99.199.

Le rapport annuel au 31 janvier 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DB PLATINUM II
Société d'Investissement à Capital Variable
RBC Investor Services Bank S.A.
Société anonyme

Référence de publication: 2014057688/13.

(140066745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Delta Lloyd Privilege, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 96.850.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2014

En date du 22 avril 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Emilius Roozen, de Monsieur Alex Otto, de Monsieur Peter Knoeff et de Delta Lloyd Bank représenté par Monsieur Wim Antoons en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015.

- de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à.r.l en qualité de Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015.

Luxembourg, le 23 avril 2014.
Pour extrait sincère et conforme
Pour Delta Lloyd Privilège
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014057693/18.

(140066685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

ETS-Eurotechsnap Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 147.380.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014057727/10.

(140066992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

DB Platinum IV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 85.828.

Le rapport annuel au 31 janvier 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DB PLATINUM IV
Société d'Investissement à Capital Variable
RBC Investor Services Bank S.A.
Société anonyme

Référence de publication: 2014057689/13.

(140066743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

DBA Lux 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 138.875,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 111.182.

Par résolutions prises en date du 2 avril 2014, l'associé unique a décidé de nommer Laura Spitoni, avec adresse professionnelle au 1B, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 30 juin 2014 et qui se tiendra en 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2014.

Référence de publication: 2014057690/14.

(140066895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Delta Lloyd Privilege, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 96.850.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Delta Lloyd Privilege
CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014057692/11.

(140066654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

DIM SICAV-SIF, SCA, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 138.205.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale ordinaire du 22 avril 2014

En date du 22 avril 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- De renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, en qualité de réviseur d'entreprises agréé, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 22 avril 2014.
Pour extrait sincère et conforme
Pour DIM SICAV-SIF, SCA
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014057698/16.

(140066718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Dexia Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 30.659.

Le rapport annuel au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DEXIA BONDS

SICAV

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014057695/13.

(140067048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

DIM SICAV-SIF, SCA, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 138.205.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DIM SICAV-SIF, SCA

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014057699/12.

(140066761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Dinas Invest & Finance Corp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 120.621.

Extrait des résolutions du conseil d'administration prises en date du 20 février 2014

Il résulte des résolutions écrites du Conseil d'administration tenu en date du 20 février 2014, que:

Après avoir constaté que Madame Agnes Ludasz s'est démis de ses fonctions d'Administrateur, en date du 31 octobre 2013, les Administrateurs restants décident, conformément aux statuts de la Société et à l'article 51 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, de coopter Monsieur Yannick Monardo, employé privé, né à Saint-Avoid (France) le 8 janvier 1984, demeurant professionnellement au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de la Société, avec effet au 20 février 2014, en remplacement de Madame Agnes Ludasz Administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par résolutions des actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2014.

DINAS INVEST&FINANCE CORP S.A.

Référence de publication: 2014057701/19.

(140066625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Finnist Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte-Croix.

R.C.S. Luxembourg B 151.201.

Les comptes annuels au 30 Septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014057737/10.

(140066999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

D4S Designer 4 Sport S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8826 Perlé, 1, rue de Holtz.
R.C.S. Luxembourg B 163.669.

—
Procès-verbal de l'assemblée générale extra-ordinaire du 18/03/2014

Il résulte de l'AGE tenue ce 18 mars 2014 ce qui suit:

1°) Cession de 26 parts sociales détenues par Monsieur François Marie JASON, né le 07/09/1969 à B-Liège, domicilié 59 rue Ferdinand Borny à B-4000 LIEGE en faveur de Madame Françoise BLAVIER, née le 17/02/1970 à B-Liège domiciliée 59 rue Ferdinand Borny à B-4000 LIEGE.

D4S Designer 4 Sports Sarl

Référence de publication: 2014057703/13.

(140066747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Eaton Holding VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 53.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 135.886.

—
EXTRAIT

Par décision du 18 février 2008, l'actionnaire unique Eaton BV ayant son siège social à Hengelo aux Pays-Bas a transféré ses 2120 parts au nouvel actionnaire unique Eaton Holding International LLC, ayant son siège social à Eaton Center, 1000 Eaton Boulevard, Cleveland, OH 44122, USA, enregistré sous le numéro de constitution 4498642.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2014.

Pour l'actionnaire unique

Signature

Référence de publication: 2014057705/16.

(140066573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Enable and Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 175.864.

—
Par résolutions signées en date du 7 avril 2014 l'associé unique, a pris la décision suivante:

Nomination de Paulo Lopes, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2014.

Référence de publication: 2014057708/13.

(140066789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Espirito Santo Financial Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 22.232.

—
Conformément à l'acte de décès daté du 10 mars 2014, Monsieur Mario MOSQUEIRA DO AMARAL, Administrateur est décédé le 3 mars 2014.

Le nombre des Administrateurs de la Société a par conséquent été diminué de 24 à 23.

Pour extrait conforme

SG AUDIT S.à r.l.

Référence de publication: 2014057725/12.

(140066384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Ersel Gestion Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 17, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 30.350.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ersel Gestion Internationale S.A.
CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014057713/11.

(140066373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Eternality S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 773.675,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 111.146.

Extrait pour mention rectificative du dépôt L130004117

Suite à la clôture de la liquidation de la Société, il y a lieu de noter que le lieu où les livres et documents sociaux de la Société seront conservés pendant la période prescrite pour la loi doit être «au siège social de la société Ipes (Luxembourg) S.A.» et non au lieu indiqué précédemment.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 24 avril 2014.

Référence de publication: 2014057714/14.

(140066330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Falene S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.828.432,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 115.750.

Extrait pour mention rectificative du dépôt L120220841

Suite à la clôture de la liquidation de la Société, il y a lieu de noter que le lieu où les livres et documents sociaux de la Société seront conservés pendant la période prescrite pour la loi doit être «au siège social de la société Ipes (Luxembourg) S.A.» et non au lieu indiqué précédemment.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 24 avril 2014.

Référence de publication: 2014057733/14.

(140066584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

GVBB Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 46.187.446,37.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 154.660.

Cession de parts sociales

Il résulte du contrat de cession de parts sociales, signé en date du 31.03.2014, que FP-GVBB S.à r.l. a cédé l'intégralité des 83 109 737 parts sociales de la Société, à la société de droit US Beiden Inc., ayant son siège social au 1 North Brentwood Boulevard, Saint Louis, Missouri 63105, USA, et enregistrée dans l'Etat du Delaware sous le numéro 216073.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GVBB Holdings S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2014057802/15.

(140066783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Falla Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 157.867.

L'adresse du gérant Norbert Becker, a changé et se trouve désormais au 41, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2014.

Référence de publication: 2014057734/11.

(140066865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Eurofertigbau A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5550 Remich, 22, rue de Macher.

R.C.S. Luxembourg B 86.311.

Le bilan arrêté au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 24 avril 2014.

Pour EUROFERTIGBAU AG

Fiduciaire Roger Linster Sàrl

Référence de publication: 2014057729/12.

(140066632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Fondation Caritas Luxembourg, Fondation.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 29, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg G 38.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de la Fondation Caritas à Luxembourg du 17 mars 2014

Résolution:

Au 17 mars 2014, le Conseil d'administration de la Fondation Caritas Luxembourg est composé comme suit:

- Madame Marie-Josée JACOBS, Présidente, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-1150 Luxembourg, 247, Route d'Arlon;
- Monsieur Jean-Claude FINCK, Administrateur, de nationalité luxembourgeoise, demeurant professionnellement à L-2954 Luxembourg, 1, Place de Metz;
- Monsieur Marc FISCHBACH, Administrateur, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-7565 Mersch, 11, Rue Emmanuel Servais;
- Monsieur Marc HENGEN, Administrateur, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-3899 Foetz, 52, Rue Théodore de Wacquant;
- Monsieur Marcel OBERWEIS, Administrateur, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-7335 Heisdorf, 13, Rue des Roses;
- Madame Françoise THOMA, Administrateur, de nationalité luxembourgeoise, demeurant professionnellement à L-2954 Luxembourg, 1, Place de Metz;
- Monsieur Alphonse WAGNER, Administrateur, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-8538 Hovelange, 59, Kneppchen;
- Madame Marie-Christine RIES, Administrateur, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-2511 Luxembourg, 70, Boulevard Jules Salentiny.

Les mandats des administrateurs expirent le 6 juin 2016.

Fait à Luxembourg, le 18 mars 2014.

Pour extrait conforme

Philippe Streff

Directeur

Référence de publication: 2014057740/31.

(140066939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Fondation LTPEM, Fondation Lycée Technique Privé Emile Metz, Fondation.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 50, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg G 67.

—
Extrait des Résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Fondation Lycée Technique Privé Emile Metz en date du 12 octobre 2007.

Il résulte du procès-verbal que Monsieur Paul JUNCK démissionne de son mandat d'administrateur de la fondation avec effet au 12 octobre 2007.

Conformément aux statuts de la Fondation LTPEM,

- A été nommé comme administrateur, en remplacement de Monsieur Paul JUNCK, Monsieur Jacques NILLES, demeurant à Helmsange, qui exercera son mandat à partir du 12 octobre 2007.

Luxembourg, le 23 avril 2014.

Pour extrait conforme

Isabelle KRONZ

Secrétaire administrative

Référence de publication: 2014057742/18.

(140066741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

**Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) I S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. EnVivo (Luxembourg) I S.à r.l.).**

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 165.119.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2014.

Référence de publication: 2014057745/10.

(140066336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

FS-B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 144.669.

—
La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg en date du 19 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 490 du 6 mars 2009.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2014.

Pour FS-B S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014057767/14.

(140066371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Falsa Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 118.802.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FALSA INVESTMENTS S.A.

Signatures

Administrateur de catégorie A / Administrateur de catégorie B

Référence de publication: 2014057754/12.

(140066297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Findus Intermediary Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.098,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 184.309.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 23 avril 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société de 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, à la nouvelle adresse 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et ce avec effet au 12 mars 2014.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note des changements suivants:

- L'adresse professionnelle du gérant de classe A Sanjay K. Morey a changé de 452, Fifth Avenue, 21st Floor, NY 10018, New York, Etats Unis d'Amérique, au 200 Middlefield Road, Suite 104, Menlo Park, 94024 Californie, Etats Unis d'Amérique;

- Le siège social du gérant de classe B Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l. a été transféré du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet au 12 mars 2014;

- L'adresse professionnelle des gérants de classe B Richard Brekelmans et Michael Verhulst a changé du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet au 12 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014057735/24.

(140066510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

**Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) II S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. EnVivo (Luxembourg) II S.à r.l.).**

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 165.146.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2014.

Référence de publication: 2014057746/10.

(140066339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

**Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. EnVivo (Luxembourg) III S.à r.l.).**

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 165.140.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2014.

Référence de publication: 2014057747/10.

(140066341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Famcare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 101.311.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 27 mars 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 24 avril 2014

La cooptation de Mme Astrid BETZ a été ratifiée et elle a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Valérie PECHON, administrateur et présidente du conseil d'administration, de Mme Astrid BETZ et de Mme Monique JUNCKER, administrateur, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 24 avril 2014.

Pour extraits et avis sincères et conformes

Pour FAMCARE S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014057755/20.

(140066646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

EM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 183.807.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 22 avril 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des gérants suivants avec effet immédiat:

Gérants de classe B:

- RCS Management (Luxembourg) S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Giuseppe di Modica, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014057722/20.

(140066667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Taco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6240 Graulinster, 15, rue du Village.

R.C.S. Luxembourg B 179.207.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 22 avril 2014 que:

1) L'assemblée générale révoque de leur qualité d'administrateurs de la société:

- Madame Olga TRYASUGINA, née le 12 janvier 1977 à Novotcheboksarsk (Russie), demeurant à L- 9169 MERTZIG, 2, Colette's Päschen.

- Monsieur Mario Manuel RIO DOS SANTOS, né le 7 avril 1973 à Moçambique (Afrique), demeurant à L- 9233 DIEKIRCH, 37, avenue de la Gare.

- Monsieur Manuel José COELHO, né le 14 avril 1952 à Murça (Portugal), demeurant à L- 7540 ROLLINGEN (MERSCH), 139A, route de Luxembourg.

2) L'assemblée générale nomme comme administrateurs de la société:

- Monsieur Xuan Ngoc NGUYEN, né le 1^{er} janvier 1977 à Sài Gòn (Vietnam), demeurant à L- 9265 DIEKIRCH, 18, rue du Palais, qui accepte.

- Monsieur David ALMEIDA TAVARES, né le 29 janvier 1979 à Luxembourg, demeurant à L- 9416 VIANDEN, 2A, rue des Jardins, qui accepte.

- Monsieur Patrizio CARBONARA, né le 28 janvier 1978 à Gioia Del Colle (Italie), demeurant à L- 6340 BIGELBACH, Maison 2, qui accepte.

La durée du mandat des administrateurs prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui de tiendra en l'an 2020.

3) L'assemblée générale révoque de sa qualité d'administrateur-délégué de la société:

- Madame Olga TRYASUGINA, née le 12 janvier 1977 à Novotcheboksarsk (Russie), demeurant à L- 9169 MERTZIG, 2, Colette's Päsch.

4) L'assemblée générale nomme comme administrateur-délégué de la société:

- Monsieur David ALMEIDA TAVARES, né le 29 janvier 1979 à Luxembourg, demeurant à L- 9416 VIANDEN, 2A, rue des Jardins, qui accepte.

La durée du mandat de l'administrateur-délégué prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui de tiendra en l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Graulinster, le 22 avril 2014.

Pour la société

CFN GESTION

20, Esplanade -L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P.80- L-9201 Diekirch

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014057423/41.

(140066116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.

Findus Manco GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.308.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 23 avril 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société de 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, à la nouvelle adresse 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et ce avec effet au 12 mars 2014.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note des changements suivants:

- L'adresse professionnelle du gérant de classe A Sanjay K. Morey a changé de 452, Fifth Avenue, 21st Floor, NY 10018, New York, Etats-Unis d'Amérique, au 200 Middlefield Road, Suite 104, Menlo Park, 94024 Californie, Etats-Unis d'Amérique;

- Le siège social du gérant de classe B Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l. a été transféré du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet au 12 mars 2014;

- L'adresse professionnelle des gérants de classe B Richard Brekelmans et Michael Verhulst a changé du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet au 12 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014057736/24.

(140066509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Pompjeeën Gemeng Luerentzweiler association sans but lucratif, Association sans but lucratif.

Siège social: L-7373 Lorentzweiler, 2, place Ferd Dostert.

R.C.S. Luxembourg F 9.933.

STATUTS

1. Name, Sitz, Zweck.

1.1. Die Vereinigung trägt den Namen Pompjeeën Gemeng Luerentzweiler association sans but lucratif.

1.2. Der Sitz der Vereinigung ist im Feuerwehrlokal der gemeinde Lorentzweiler: 2, place Ferd Dostert L-7373 Lorentzweiler

1.3. Die Aufgabe der Vereinigung ist:

Die geordnete Hilfeleistung bei Bränden, Rettungseinsätzen, Unfällen und anderen Arten von Not bei denen die Sicherheit von Personen und Gütern in Gefahr ist.

Die Vereinigung gehört dem Luxemburger Landesverband an. Sie steht ehrenamtlich und autonom im Dienste der Gemeinde Lorentzweiler.

Zur Erfüllung dieser Aufgabe dient die theoretische und praktische Ausbildung der aktiven Wehrmitglieder auf lokaler, Regionaler und Nationaler Ebene.

Eine weitere Aufgabe besteht darin, die Mitglieder zur Hilfsbereitschaft anzuregen sowie die Kameradschaft unter ihnen zu fördern und zu pflegen.

Die Bildung einer Jugendfeuerwehr ist ins Auge zu fassen und nach den Vorschriften der nationalen Jugendkommission auszuführen.

Die Vereinigung kann alle, zu ihrem Geschäftszweck nötigen Tätigkeiten und Akte unternehmen ohne jedoch den Feuerwehrdienst zu beeinträchtigen.

Die Vereinigung ist politisch und ideologisch neutral.

2. Leitung.

2.1. Die Leitung der Wehr erfolgt durch den Chef de Corps. Er ist gleichzeitig automatisch Vizepräsident der Vereinigung. Weitere Vorstandsmitglieder sind:

- Präsident
- Sekretär
- Kassierer
- Chef(s) de corps adjoint(s)
- Chef de section
- Beisitzender (Mannschaftsvertreter)

- Falls eine Jugendfeuerwehr vorhanden ist, wird ein Jugendleiter gewählt. Dieser muss ebenfalls die durch den Landesfeuerwehrverband vorgeschriebenen Bedingungen erfüllen.

Die Zusammensetzung des Vorstands schließt Mitglieder des ersten Verwandtschaftsgrades aus.

Die Zahl der Beisitzenden wird angepasst um eine ungerade Zahl an Vorstandsmitgliedern zu erreichen.

2.2. Der Korpschef und der stellvertretende Korpschef sowie die Sektionschefs müssen die Bedingungen, die durch die Reglements des Luxemburgischen Feuerwehrverbandes festgelegt sind, erfüllen. Sie werden für fünf Jahre mit einfacher Stimmenmehrheit von der Generalversammlung in geheimer Wahl bestimmt.

2.3. Alle anderen Posten im Vorstand werden ebenfalls für fünf Jahre mit einfacher Stimmenmehrheit von der Generalversammlung in geheimer Wahl bestimmt.

2.4. Die Wahlen sind umgehend der Gemeindeverwaltung sowie dem Generalsekretariat des Landesfeuerwehrverbandes über den Kantonalverband schriftlich mitzuteilen. Bei eventueller Stimmgleichheit bei allen Wahlen wird sofort ein zweiter Wahlgang abgehalten. Bei eventueller Stimmgleichheit im zweiten Wahlgang ist der Dienstälteste Kandidat gewählt.

2.5. Die Vorstandsmitglieder treten aus ihrem Amt: durch Ableben, freiwilligen Austritt, Abberufung, Ausschluss. Wird ein Vorstandsposten während dem Geschäftsjahr frei, so kann der Vorstand den Posten vorläufig neu besetzen, unbeschadet der Bestätigung durch die nächste Generalversammlung. Im Falle einer Neubesetzung vor Ablauf der normalen Mandatsdauer übernimmt das neue Vorstandsmitglied den Posten für die restliche Mandatsdauer. Ist dies der Fall beim Posten des Präsidenten übernimmt der Vizepräsident das Amt bis zur nächsten Generalversammlung. Fehlt ein Vorstandsmitglied unentschuldigt bei drei aufeinanderfolgenden Vorstandssitzungen, so scheidet es automatisch aus dem Vorstand aus.

2.6. Der Vorstand hat die Befugnisse zur Führung der Vereinsgeschäfte. Alles was nicht ausdrücklich durch die vorliegenden Statuten oder durch das Gesetz der Generalversammlung vorbehalten ist, gehört zu seinem Aufgabenbereich. Er kann Reglements und Dienstvorschriften erlassen, abändern oder aufheben. Der Vorstand legt seine interne Aufgabenverteilung fest. Er kann allgemeine oder spezielle Vollmachten erteilen, darunter die Bankvollmachten. Er kann Kommissionen einsetzen, denen jedoch ein Vorstandsmitglied angehören muss.

2.7. Die Aufgaben des Präsidenten sind:

- a) die Leitung der Vorstandssitzungen und der Generalversammlung
- b) die Vertretung der Vereinigung
- c) die Beurkundung, mit dem Sekretär, der Sitzungsberichte, der Korrespondenz und aller wichtigen Schriftstücke
- d) die Aufsicht über ordnungsgemäßen Auftritt und vorschriftsmäßige Bekleidung der Feuerwehrleute bei Ausgängen der Wehr
- e) die Überwachung einer ordnungsgemäßen Führung von Mitgliedern und Anwesenheitslisten.

2.8. Der Vizepräsident hat die Aufgabe den Präsidenten bei der Ausführung seiner Mission zu unterstützen und ihn bei Abwesenheit oder Verhinderung zu ersetzen.

2.9. Der Sekretär führt das Mitgliederverzeichnis. Er erledigt alle ihm aufgelegten schriftlichen Arbeiten. Er erfasst die Berichte über die Vorstandssitzungen und die Generalversammlungen.

2.10. Alle Gerichtsverfahren werden im Namen der Vereinigung durch den Vorstand, vertreten durch den Präsidenten und ein zweites Vorstandsmitglied, geführt. Die Vereinigung ist in allen Fällen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Vorstandsmitgliedern gebunden, darunter obligatorisch jene des Präsidenten oder Im Falle einer Verhinderung jene des Vizepräsidenten, unbeschadet der Artikel 2.6 und 2.7.

3. Mitgliedschaft.

3.1. Die Vereinigung besteht aus:

- 1) Aktiven Mitgliedern
- 2) Inaktiven Mitgliedern
- 3) Pensionierten Mitgliedern
- 4) Ehrenmitgliedern

Die Anzahl der Mitglieder ist unbegrenzt, soll jedoch nie unter 9 sinken.

3.2. Aktives Mitglied kann jeder unbescholtene Bürger werden. Aktive Mitglieder können werden:

- a) Jugendliche vom 8. Bis 15. Lebensjahr. Sie sind Mitglieder der Jugendfeuerwehr.
- b) Personen vom 16. Bis zum 64. Lebensjahr. Sie bilden die Erwachsenenabteilung.

Für Jugendliche bis zum 18. Lebensjahr ist die Zustimmung der Eltern oder des Erziehungsberechtigten erforderlich.

Jugendliche, die sich in der Jugendfeuerwehr bewährt haben, werden ab dem 16. Lebensjahr in die Erwachsenenabteilung übernommen.

Über die Aufnahme entscheidet der Vorstand in geheimer Wahl. Eine eventuelle Ablehnung ist zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen.

Die aktive Dienstzeit erlischt mit dem Erreichen der vom Landesfeuerwehrverband festgesetzten Altersgrenze. Erworbene Rechte auf Ehrenzeichen, Veteranenzulagen und Sterbegeld bleiben jedoch gewahrt. Der Aktive tritt in die Abteilung der Pensionierten über. Diese sind stimmberechtigt.

3.3. Aktive Neumitglieder leisten in der Vereinigung eine Probezeit von 1 Jahr. In dieser Periode verpflichten sie sich wenigstens die Feuerwehr Grund Ausbildung zu absolvieren. Während der Probezeit sind sie nicht stimmberechtigt. Innerhalb dieser Frist kann eine mündliche Kündigung von beiden Parteien ohne besondere Formalitäten erfolgen.

Für die Vereinigung stellvertretend ist in diesem Fall der Vorstand.

3.4. Inaktives Mitglied wird jedes aktive Mitglied beim Erreichen der Altersgrenze, bei Invalidität und bei festgestellter permanenter Feuerwehrdienstunfähigkeit. Im Bedarfsfall können inaktive Mitglieder für die ihnen zumutbaren Aufgaben und Arbeiten hinzugezogen werden.

Neue Mitglieder können Antrag stellen, als inaktives Mitglied aufgenommen zu werden. In diesem Fall entscheidet der Vorstand in geheimer Wahl über diesen Antrag.

3.5. Ehrenmitglied kann jeder werden, der zur Förderung und Unterstützung der Vereinigung den hierzu in der Generalversammlung festgelegten Jahresbeitrag leistet. Ehrenmitglieder sind nicht stimmberechtigt.

4. Rechte und Pflichten der aktiven Mitglieder.

4.1. Jedes aktive Mitglied hat das Recht:

- bei der Gestaltung des Vereinsgeschehens aktiv mitzuwirken
- In eigener Sache gehört zu werden
- ab dem 16. Lebensjahr an der Wahl der Vorstandsmitglieder teilzunehmen

4.2. Jedes aktive Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung:

- die im Rahmen der Statuten gegebenen Anordnungen genau zu befolgen
- an den angesetzten praktischen und theoretischen Übungen regelmäßig, pünktlich und aktiv teilzunehmen. Für alle aktiven Mitglieder sind jährlich 50% an Präsenzen erfordert.

- Sich an sonstigen Notständen aktiv zu beteiligen.

- Disziplin und Gehorsam gegenüber den Vorgesetzten sowie Kameradschaft innerhalb der Mannschaft zu respektieren.
- aktiv am Gedeihen und Ansehen der Vereinigung teilzunehmen.

4.3. Jedes inaktive Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung:

- die im Rahmen der Statuten gegebenen Anordnungen genau zu befolgen
- Disziplin und Gehorsam gegenüber den Vorgesetzten sowie Kameradschaft innerhalb der Mannschaft zu respektieren.
- aktiv am Gedeihen und Ansehen der Vereinigung teilzunehmen.
- Für alle inaktiven Mitglieder sind jährlich 60% an Präsenz an den ihnen möglichen Aktivitäten erfordert.

5. Ordnungsmaßnahmen. Bei Verstößen gegen die Statuten und Reglements der Vereinigung oder des Landesverbandes können nachfolgende Ordnungsmaßnahmen ergriffen werden:

- a) Verweis durch den Präsidenten oder Chef de corps.
- b) Verweis durch den Vorstand
- c) Suspendierung durch den Vorstand
- d) Ausschluss durch den Vorstand

Gegen die Ordnungsmaßnahmen steht jedem aktiven und inaktiven Mitglied der Vereinigung das Recht auf Beschwerde zu. Diese muss spätestens 7 Tage nach Ausspruch der Ordnungsmaßnahme schriftlich beim Vorstand eingebracht werden. Die anschließende Entscheidung des Vorstandes wird dem Beschwerdeführer schriftlich mitgeteilt.

6. Verlust der Mitgliedschaft. Die Mitgliedschaft erlischt durch:

- Ableben
- Freiwilligen Austritt
- Ausschluss gemäß Art. 5d) der Statuten.

Die ausgetretenen oder ausgeschlossenen Mitglieder, sowie die Nachkommen von verstorbenen Mitgliedern, können weder gezahlte Beiträge zurückfordern, noch irgendwelche Ansprüche auf das Vermögen der Vereinigung geltend machen. Jedwedes Effekt oder anderer zur Verfügung gestellter Besitz der Vereinigung oder des Feuerlöschdienstes sind spätestens 30 Tage nach Erhalt einer schriftlichen Zurückforderung beim Chef de Corps abzuliefern. Fehlendes oder Beschädigtes ist zu ersetzen, wenn nötig durch das Bezahlen der Neuanschaffungssumme. Bei verstorbenen Mitgliedern kommen die legalen Erben diesen Verpflichtungen nach. In jedem Fall behält die Vereinigung sich gerichtliche Schritte zur Zurückerlangung ihres Eigentums vor.

7. Die Generalversammlung.

7.1. Die Generalversammlung wird jedes Jahr im ersten Viertel des Jahres vom Vorstand einberufen. Eine außerordentliche Generalversammlung kann vom Vorstand einberufen werden wenn die Umstände dies verlangen. Bei schriftlicher Anfrage von 1/5 der Mitglieder muss eine außergewöhnliche Generalversammlung innerhalb von zwei Monaten einberufen werden. Einberufungen zur Generalversammlung erfolgen schriftlich mit einer Frist von 14 Tagen unter Angabe der Tagesordnung.

7.2. Die Generalversammlung wird vom Präsidenten oder im Verhinderungsfall von seinem Stellvertreter geleitet, sie ist öffentlich. Sie ist beschlussfähig wenn mindestens 2/3 der stimmberechtigten Mitglieder anwesend sind. Ist dies nicht der Fall, so kann sofort eine außergewöhnliche Generalversammlung einberufen werden, welche in jedem Fall beschlussfähig ist. Jedes stimmberechtigte Mitglied verfügt über eine Stimme.

Ein Mitglied kann sich per Vollmacht durch eine Drittperson vertreten lassen, jedoch kann diese Drittperson jeweils nur eine Vollmacht erhalten.

Beschlüsse werden durch einfache Stimmenmehrheit gefasst. Stimmgleichheit bedeutet Ablehnung.

Die Beschlüsse der Generalversammlung werden in einem eigenen Register festgehalten.

7.3. Die Generalversammlung hat folgende Aufgaben:

- a. das Vorschlagen des Chef de Corps, Chef de Corps adjoint oder Chef d'Equipe zur Ernennung an die vom Gesetz vorgesehene Verwaltung;
- b. die Wahl des Vorstandes und der Kassenrevisoren;
- c. die 5jährige Bestätigung des Präsidenten oder Jugendleiters
- d. den Ausschluss eines Mitgliedes;
- e. die Festlegung der Mitgliedsbeiträge und der Ehrenmitgliedsbeiträge;
- f. die Beratung und Beschlussfassung über eingebrachte Anträge;
- g. die Abänderung der Statuten;
- h. die Entscheidung über Angelegenheiten die der Vorstand nicht verabschieden kann;
- i. die Auflösung der Vereinigung.

7.4. 1/5 der Mitglieder kann durch schriftlichen Antrag einen zusätzlichen Tagesordnungspunkt zur Diskussion stellen.

Dieser Antrag muss dem Präsidenten 8 Tage vor der Generalversammlung vorliegen. Beschlüsse über Punkte welche nicht auf der Tagesordnung stehen können nur gefasst werden, wenn 2/3 der anwesenden Mitglieder dies so beschließen. Dabei darf jedoch kein Beschluss über die unter Artikel 7.3 aufgeführten Punkte gefasst werden.

7.5. Die Statuten können nur abgeändert werden, wenn die zur Änderung anstehenden Artikel in der Einberufung zur Generalversammlung aufgeführt sind. Für eine Änderung ist eine 2/3 Stimmenmehrheit erforderlich. Wenn keine 2/3 der Mitglieder anwesend sind kann eine zweite Generalversammlung stattfinden. Wenn in der 2. Generalversammlung nicht 2/3 der Mitglieder anwesend oder vertreten sind, muss die Entscheidung vom Präsidenten des Bezirksgerichtes genehmigt werden.

7.6. Der maximale Mitgliedsbeitrag beträgt 50€.

8. Kassenwesen.

8.1. Das Kassenwesen wird vom Kassierer der Vereinigung versehen. Er führt ordnungsgemäß Buch über Einnahmen und Ausgaben und legt Rechnung ab. Er vertritt die Vereinigung gegenüber Geldinstituten für alle laufenden Geschäfte. Im Verhinderungsfall wird er hierbei durch den Präsidenten persönlich vertreten. Kasseno und Buchführung sind jährlich nach Ablauf des Geschäftsjahres abzuschließen und von zwei Kassenrevisoren zu prüfen und abzuzeichnen.

Der Vorstand erhält Entlastung durch die Generalversammlung. Der Kassierer hält das Kasseno und Kontenbuch dem Vorstand jederzeit zur Ansicht zur Verfügung.

Die Generalversammlung bestimmt jedes Jahr zwei Kassenrevisoren unter den aktiven oder inaktiven Mitgliedern, welche dem Vorstand nicht angehören dürfen. Sie legen dem Vorstand und der Generalversammlung Bericht über die Kassenprüfung ab.

8.2. Das Geschäftsjahr geht vom 1. Januar bis zum 31. Dezember.

9. Auflösung der Vereinigung.

9.1. Die Fusion oder die Auflösung der Vereinigung kann nur geschehen, wenn in einer zu diesem Zweck einberufenen Generalversammlung 2/3 der Mitglieder anwesend sind. Wenn keine 2/3 der Mitglieder anwesend sind kann eine zweite Generalversammlung einberufen werden. Wenn in der 2.

Generalsammlung nicht 2/3 der Mitglieder anwesend oder vertreten sind, muss die Entscheidung vom Präsidenten des Bezirksgerichtes genehmigt werden

Die Fusion oder Auflösung kann nur durch eine Stimmenmehrheit von 3/4 angenommen werden.

9.2. Im Falle der Auflösung wird das Liquidationsverfahren von der Generalversammlung festgelegt. Nach Begleichung aller Schulden wird das Vermögen der Vereinigung der Gemeinde Lorentzweiler überwiesen, mit dem Auftrag es einer neuen Feuerwehrvereinigung zu übergeben. Im Falle einer Fusion wird der gesamte Besitz der Vereinigung, die aus dieser Fusion entsteht, überschrieben.

10. Allgemeine Verfügungen.

10.1. Die Vereinigung übernimmt keine Haftung für eventuell im Dienst erlittene Schäden. Schadensansprüche können nur nach geltenden gesetzlichen oder reglementarischen Regeln gestellt werden.

10.2. Für alle in den gegenwärtigen Statuten nicht ausdrücklich vorgesehenen Fällen gelten die allgemeinen Bestimmungen des Gesetzes über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck, die Satzungen und Richtlinien des Landesfeuerwehrverbandes, die großherzoglichen und ministeriellen Reglements betreffend das Feuerlösch- und Rettungswesen, sowie die diesbezüglichen Reglements der Gemeinde Lorentzweiler.

10.3. Diese abgeänderten Statuten sind in der außerordentlichen Generalversammlung vom 25.02.2014 mit 23 Jaostimmen, 0 Enthaltungen und 0 Neinostimmen angenommen worden, sie treten sofort nach erfolgter Hinterlegung bei der Gemeindeverwaltung in Kraft.

Der Vorstand:

Guy WOLFF / Billy KREMER / Joe CAPOCCIA / Dan WOLFF / Marco SCHOTT / Joe OTT / Martin HABER
Präsident / Vize-Präsident (Chef de corps) / Sekretär / Kassierer / Chef de corps adjoint / Chef de section / Beisitzender
(Mannschaftsvertreter)

Référence de publication: 2014056941/212.

(140064603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Outlet Mall Sub Group Holding No. 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.700,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 116.478.

In the year two thousand and fourteen, on the twentieth day of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Outlet Mall Group Holding SARL, having its registered office at 4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Gasperich, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 97.674 (the "Appearing Company"),

here represented by Mr Gianpiero SADDI, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 11th, 2014.

The said proxy, signed by the Appearing Company, the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such Appearing Company, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The Appearing Company is the sole shareholder of the private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) established in Luxembourg under the name of Outlet Mall Sub Group Holding No. 4 S.à r.l.”, having its registered office at 4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Gasperich, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 116.478 (the “Company”), incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated on May 11, 2006, published in the “Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations”, number 1401, on July 20, 2006. The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on March 28, 2013, published with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1441 of Jun 18, 2013.

II. The sole shareholder, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to amend Article 3 of the Company’s articles of association so that it reads as follows:

“ **Art. 3. Object.** The purpose of the Company is the acquisition, holding, management, selling, financing (including through borrowings from third party lenders) and exchange of properties or securities of companies holding properties and more generally assets constitutive of authorised investments of any mutual investment fund (fonds commun de placement) organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Fund”).

The Company may provide financial support to Henderson Property Management Company (Luxembourg) No. 1 S.à r.l. acting in its capacity as management company of the Fund and to companies in which Henderson Property Management Company (Luxembourg) No. 1 S.à r.l. holds directly or indirectly a participation, in particular by granting loans, facilities, security interests or guarantees in any form and for any term whatsoever and grant them any advice and assistance in any form whatsoever.

The Company may carry out any activity deemed useful for the accomplishment of its object, remaining however always within the limitations set forth by the Fund’s constitutional documents and the applicable Luxembourg laws and regulations”.

Second resolution

The sole shareholder of the Company resolved to replace all references in the Company’s Articles of Association (currently in force) by the deletion of the words “Director” and or “Directors” and the respective replacement with the words “Manager” and or “Managers”, as the case may be.

Pursuant to the above resolution, the Company’s Articles of Association are revised and shall henceforth read as follows:

Art. 1. Form, Name. There is established by the single shareholder a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, (the “Law”), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company is initially composed of one single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any point in time be composed of several shareholders, but not exceeding thirty (30) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares. All shareholders must not be individuals.

The Company will exist under the name of “Outlet Mall Sub Group Holding No. 4 S.à r.l.”.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office situated in the City of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Board of Managers extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the management of the Company.

Art. 3. Object. The purpose of the Company is the acquisition, holding, management, selling, financing (including through borrowings from third party lenders) and exchange of properties or securities of companies holding properties and more generally assets constitutive of authorised investments of any mutual investment fund (fonds commun de placement) organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Fund”).

The Company may provide financial support to Henderson Property Management Company (Luxembourg) No. 1 S.à r.l. acting in its capacity as management company of the Fund and to companies in which Henderson Property Management Company (Luxembourg) No. 1 S.à r.l. holds directly or indirectly a participation, in particular by granting loans, facilities, security interests or guarantees in any form and for any term whatsoever and grant them any advice and assistance in any form whatsoever.

The Company may carry out any activity deemed useful for the accomplishment of its object, remaining however always within the limitations set forth by the Fund's constitutional documents and the applicable Luxembourg laws and regulations.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved by decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the quorum and majority rules provided by the Law, as the case may be.

Art. 5. Issued capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand and seven hundred euro (EUR 12.700) represented by one hundred and twenty seven (127) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

In addition to the capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its nominal value (including any payment made on warrants attached to any shares, bonds, notes or similar instruments) is transferred.

The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may transfer freely its shares.

When the Company is composed of several shareholders (i) the shares may be transferred freely amongst shareholders and (ii) the shares may be transferred to non-shareholder(s) only with the authorisation, granted at a general meeting of shareholders, of the shareholders representing at least three quarters (3/4) of the issued capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 7. Increase and reduction of issued capital. The issued capital of the Company may be increased or decreased one or several times by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 9. Board of Managers. The Company will be managed by a board of managers (the "Board of Managers") composed of at least three (3) managers who need not be shareholders (the "Managers").

The Managers will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their number, for a limited or unlimited period of time, and they will hold office until their successors are elected. They are eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 10. Meetings of the Board of Managers. The Board of Managers will appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary (the "Secretary"), who need not be a Manager.

The Board of Managers will meet at least once per calendar year and at such additional times as necessary and upon call of the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened by the Chairman if any two Managers so require.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting. In the absence of the Secretary (if any) or if no Secretary has been appointed by the Board of Managers, the chairman of the meeting may appoint any person as secretary pro tempore. Except in cases of urgency or with the

prior consent of all Managers entitled to attend, notice of Board of Managers meetings shall be given at least twenty-four (24) hours in advance in writing, by electronic mail, fax or by post. Any such notice shall specify the time and place as well as the agenda of the meeting of Board of Managers and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, by electronic mail, fax or by post of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every Board of Managers meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place as the Board of Managers may from time to time determine. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his proxy.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of at least two (2) Managers holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting. The Chairman shall have a casting vote.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Managers. The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the Secretary (if any) of the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

The Secretary (if any) will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

Copies or extracts of the minutes of the Board of Managers which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two Managers.

Art. 12. Powers of the Board of Managers. The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles of Incorporation to the single shareholder or the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Managers.

Art. 13. Delegation of Powers. The Board of Managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the single shareholder or to the next general meeting of shareholders.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the signatures of any one Manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers, within the limits of such power.

Art. 16. Liability of a Manager. No Manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. He is only liable for the performance of his mandate.

The Company shall indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that such person (1) is or was a, manager or officer of the Company or its subsidiaries or (2) is or was serving at the request of the Company or its subsidiaries as a, manager, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise.

To the extent deemed advisable by the Board of Managers, the Company may indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that the person is or was an employee or agent (other than a, manager, or officer) of the Company or its subsidiaries.

The Company shall have the power to purchase and maintain insurance on behalf of any person who is or was a Manager officer, employee or agent of the Company or its subsidiaries, or is or was serving at the request of the Company or its subsidiaries as a Manager, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise, against any expense, liability or loss asserted against him and incurred by him in any such capacity, or arising out of his status as such, whether or not the Company or a subsidiary would have the power to indemnify him against such expense, liability or loss under the provisions of applicable law.

No repeal, modification or amendment of, or adoption of any provision inconsistent with, this article 16, nor to the fullest extent permitted by applicable law, any modification of law shall adversely affect any right or protection of any person granted pursuant hereto existing at, or with respect to events that occurred prior to, the time of such repeal, amendment, adoption or modification.

The right to indemnification conferred in this article 16 also includes, to the fullest extent permitted by applicable law, the right to be paid the expenses (including attorney's fees) incurred in connection with any such proceeding in advance of its final disposition. The payment of any amounts to any Manager, officer, partner, member, employee or agent pursuant to this article 16 shall subrogate the Company to any right such Manager, officer, partner, member, employee or agent may have against any other person or entity. The rights conferred in this article 16 shall be contract rights.

Art. 17. Statutory Auditor. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors, if any, will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six (6) years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 18. General meeting of shareholders. If the Company is composed of one single shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted by the Law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the Law are not applicable to that situation.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers to the shareholders by registered mail. In such case, the shareholders are under the obligation to, within fifteen (15) days from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Where there is more than one shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the Board of Managers, the auditors or, shareholders representing half (1/2) of the issued capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. Where all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by electronic mail, fax or post as his proxy another person who need not be a shareholder.

The Chairman will preside at all general meetings of the shareholders, except that in his absence the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority of the shareholders present or represented at such meeting.

General meeting of shareholder, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Board of Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 19. Powers of the meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Board of Managers by the Law or the Articles of Incorporation, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 20. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting.

Art. 21. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Incorporation or whose adoption is subject by virtue of these Articles of Incorporation or, as the case may be, the Law to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the issued capital.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing at least half (1/2) of the issued capital.

One vote is attached to each share.

Art. 22. Minutes of meetings of the shareholders. The Secretary (if any) will be responsible for keeping the minutes of the general meetings of shareholders.

Copies or extracts of the minutes of the general meetings of shareholders which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two Managers.

Art. 23. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of April every year and ends on the last day of March of the following year.

Art. 24. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed, the Board of Managers shall compile an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the Law.

The balance-sheet and the profit and loss account are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may request a copy or peruse these financial documents from or at the registered office of the Company.

Art. 25. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

The single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by the Law, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends. The Board of Managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 26. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand eight hundred Euro (EUR 1.800.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the Appearing Company, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the Appearing Company and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in the Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the Appearing Company, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt et un mars.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Outlet Mall Group Holding SARL, une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Gasperich, Luxembourg immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro 97.674 (la «Comparante»),

représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 11 mars 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée par la comparante, le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle Comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La Comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée établie au Luxembourg sous le nom de Outlet Mall Sub Group Holding No.4 S.à r.l., ayant son siège social au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Gasperich, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 116478 (la «Société»).

La Société a été constituée suivant l'acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence au Luxembourg, le 11 mai 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 1401 du 20 juillet 2006. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentaire, le 28 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 1441 du 20 juin 2013.

La Comparante via son représentant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses résolutions:

Première résolution

L'associé Unique décide de modifier l'Article 3 des Statuts de la Société afin qu'il lise comme suit:

“ **Art. 3. Object.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion, la vente, le financement (notamment par des emprunts souscrits auprès de tiers prêteurs) et l'échange d'immeubles ou de titres de toutes sociétés détenant des immeubles et plus généralement des avoirs constitutifs d'investissements autorisés par n'importe quel fond commun de placement organisé en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg (le «Fonds»).

La Société pourra fournir un soutien financier à Henderson Property Management Company (Luxembourg) No. 1 S.à r.l. agissant en sa capacité de société de gestion du Fonds et aux sociétés dans lesquelles Henderson Property Management Company (Luxembourg) No. 1 S.à r.l. détient directement ou indirectement une participation, en particulier en octroyant des prêts, facilités, sûretés ou garanties de quelque nature et durée que ce soit et leur fournir tout conseil et assistance de quelque nature que ce soit.

La Société peut effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet social, tout en restant toujours dans les limites fixées par les documents constitutifs du Fonds et par la législation et la réglementation du Luxembourg.»

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de supprimer toutes les références dans les statuts de la Société (actuellement applicable) aux mots “Administrateur” et/ou “Administrateurs” et de les remplacer par les mots “Gérant” et/ou “Gérants”, le cas échéant.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de supprimer l'Article 6 des Statuts Suivant les résolutions ci-dessus, les statuts de la société sont modifiés et auront la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme, dénomination. Il est formé par l'associé unique une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. La Société peut cependant être composée à tout instant de plusieurs associés, sans toutefois dépasser trente (30) associés, notamment suite à un transfert de parts ou à la suite de l'émission de nouvelles parts. Tous les associés doivent être des personnes morales.

La Société adopte la dénomination «Outlet Mall Sub Group Holding No. 4 S.à r.l.».

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil de gérance.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de gérance.

Au cas où le Conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion de la Société.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion, la vente, le financement (notamment par des emprunts souscrits auprès de tiers prêteurs) et l'échange d'immeubles ou de titres de toutes sociétés détenant des

immeubles et plus généralement des avoirs constitutifs d'investissements autorisés par n'importe quel fond commun de placement organisé en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg (le «Fonds»).

La Société pourra fournir un soutien financier à Henderson Property Management Company (Luxembourg) No. 1 S.à r.l. agissant en sa capacité de société de gestion du Fonds et aux sociétés dans lesquelles Henderson Property Management Company (Luxembourg) No. 1 S.à r.l. détient directement ou indirectement une participation, en particulier en octroyant des prêts, facilités, sûretés ou garanties de quelque nature et durée que ce soit et leur fournir tout conseil et assistance de quelque nature que ce soit.

La Société peut effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet social, tout en restant toujours dans les limites fixées par les documents constitutifs du Fonds et par la législation et la réglementation du Luxembourg.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par les associés, suivant les règles de quorum et de majorité prévues par la Loi, selon le cas.

Art. 5. Capital social émis. Le capital social est fixé à douze mille sept cents euros Euros (EUR 12.700,-), représenté par cent vingt-sept (127) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale (y compris tout paiement effectué sur des warrants attachés aux parts sociales, obligations, billets ou instruments similaires) seront transférées.

L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés, selon le cas.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Lorsque la Société comporte un associé unique, l'associé unique peut librement céder ou transmettre les parts sociales dont il est propriétaire.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés (i) les parts sociales sont librement cessibles entre associés et (ii) les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés, donné en assemblée générale, représentant les trois quarts (3/4) du capital social émis.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital social émis peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associées adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre évènement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 9. Conseil de gérance. La Société est gérée et administrée par un conseil de gérance (le «Conseil de gérance») composé de trois (3) membres au moins, associés ou non (les «Gérants»).

Les Gérants seront nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminent leur nombre, pour une durée déterminée ou indéterminée, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 10. Réunions du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance choisira parmi ses membres un président (le «Président»). Il pourra également choisir un secrétaire (le «Secrétaire») qui n'a pas besoin d'être Gérant.

Le Conseil de gérance se réunira sur convocation du Président au moins une fois par année calendaire ainsi que chaque fois que nécessaire. Une réunion du Conseil de gérance doit être convoquée si deux Gérants le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de gérance, mais en son absence le Conseil de gérance désignera à la majorité des Gérants présents ou représentés un autre président pro tempore. En l'absence du Secrétaire (s'il y en a un) ou si aucun Secrétaire n'a été nommé par le Conseil de gérance, le président de la réunion pourra désigner toute personne comme secrétaire pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont droit d'assister à cette réunion, une convocation écrite sera envoyée pour toute réunion du Conseil de gérance à tous les Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la tenue de la réunion, par courrier électronique, par télécopieur ou par courrier. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure et l'ordre du jour de la réunion et précisera la nature des opérations devant être discutées. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par courrier électronique, par télécopieur ou par courrier de chaque Gérant. Une convocation ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de gérance.

Toute réunion du Conseil de gérance se tiendra au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de gérance déterminera de temps à autre. Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de gérance en désignant un autre Gérant comme son mandataire.

Le Conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins deux (2) Gérants sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés lors de la réunion. Le Président dispose d'une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant à communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil de gérance. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de gérance seront signés par le Président de la réunion et par le secrétaire (s'il y en a un). Les procurations resteront annexés aux procès-verbaux.

Le Secrétaire (s'il y en a un) sera responsable de la conservation des procès-verbaux des réunions du Conseil de gérance.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président et par le Secrétaire (s'il y en a un) ou par deux Gérants.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles en vue de la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou par les Statuts à l'associé unique ou aux associés sont de la compétence du Conseil de gérance.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le Conseil de gérance peut conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires, à des personnes ou agents de son choix.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront Gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'gérant, gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil de gérance et il ne pourra pas prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Art. 15. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature d'un seul Gérant, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Responsabilité d'un Gérant. Un Gérant ne contracte, du fait de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société dédommagera, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure (en matière civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne (1) a été ou est gérant, gérant, directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou de ses filiales ou (2) a rendu service à la demande de la Société ou de ses filiales en tant qu' gérant, gérant, directeur ou fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint-venture, trust, comité ou toute autre entreprise.

Dans la mesure où le Conseil de gérance l'estime recommandé, la Société peut indemniser, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été partie, ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure menaçant d'être entamé, en cours d'instance ou jugé (de nature civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne a été ou est un employé ou un agent (autre qu'gérant, gérant, directeur ou fondé de pouvoir) de la Société ou de ses filiales.

La Société aura le pouvoir de souscrire et de maintenir une police d'assurance pour le compte de cette personne qui a été ou est gérant, gérant, directeur ou fondé de pouvoir, employé ou agent de la Société ou de ses filiales, ou qui a rendu ou rend des services à la demande de la Société ou de ses filiale comme gérant, gérant, directeur ou fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint-venture, trust, comité ou toute autre entreprise, du fait de toute dépense, responsabilité ou perte imposée à cette personne et encourue par elle en cette qualité ou en raison de son statut, que la Société ou les filiales aient ou non le pouvoir de l'indemniser du fait d'une telle dépense ou perte en vertu des dispositions légales applicables.

Toute abrogation, modification, avenant ou adoption d'une disposition en contradiction avec cet article 16, ainsi que dans la mesure où cela serait permis en vertu des dispositions légales en vigueur, toute modification du droit n'entravera les droits ou la protection accordés à toute personne en vertu du présent article 16 tels qu'ils sont ou étaient en vigueur au moment ou antérieurement à de tels abrogation, avenant, adoption ou modification.

Le droit à l'indemnisation conféré en vertu de cet article 16 comporte également, dans la mesure où cela est permis par les dispositions légales en vigueur, le droit d'être remboursé des dépenses (comprenant les honoraires d'avocat) encourues du fait de telles procédures avant même leur issue définitive. Le paiement de tout montant au profit d'un Gérant, gérant, directeur, associé, membre, employé ou agent en vertu de cet article 16 subrogera la Société dans les droits que peuvent avoir de tels Gérants, gérants, directeurs ou autres fondés de pouvoir, membres, employés ou agents contre toute autre personne ou entité. Les droits conférés en vertu de cet article 16 seront des droits contractuels.

Art. 17. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être dans les cas prévus par la loi.

Le ou les commissaires aux comptes, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou des associés, selon le cas, qui déterminera leur nombre pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif par décision de l'associé unique ou des associés.

Art. 18. Assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la Loi ne sont pas applicables.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le Conseil de gérance aux associés par lettre recommandée. Dans ce cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Dans le cas où il y a plus d'un associé, les associés peuvent se réunir en assemblées générales conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation du Conseil de gérance, du ou des commissaires aux comptes ou d'associés représentant la moitié (1/2) du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopieur ou par courrier un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Le Président présidera toutes les assemblées générales des associés, mais en son absence l'assemblée générale des associés désignera à la majorité des associés présents ou représentés à cette assemblée, un autre président pro tempore.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil de gérance.

Art. 19. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au Conseil de gérance en vertu de La loi ou des présents Statuts, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 20. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir uniquement dans le cas où la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

Art. 21. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise pour les présents Statuts, ou selon le cas, par la loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront prises par les associés représentant la moitié (1/2) du capital social.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 22. Procès-verbaux des assemblées générales. Le Secrétaire (s'il y en a un) sera responsable de la conservation des procès-verbaux des assemblées générales.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées des associés à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président et par le Secrétaire (s'il y en a un) ou par deux Gérants.

Art. 23. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour d'avril et finit le dernier jour de mars de l'année suivante.

Art. 24. Approbation des comptes annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Conseil de gérance dresse un inventaire des biens et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la Loi.

Les comptes annuels sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé ainsi que son mandataire, peut demander une copie ou prendre au siège social communication de ces documents financiers.

Art. 25. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'associé unique ou les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Le Conseil de gérance peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Art. 26. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par les associés qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera réparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

Art. 27. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ mille huit cents Euros (EUR 1.800.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 mars 2014. LAC/2014/14489. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2014.

Référence de publication: 2014056743/568.

(140064955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

WebConsult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 60, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 179.437.

L'an deux mil quatorze, le premier avril.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la société «WebConsult S.A.», ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe, constituée suivant un acte reçu par Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, en date du 7 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2129 du 2 septembre 2013,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.437 (la «Société»).

L'assemblée élit comme Présidente, Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg, laquelle se désigne également comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Maxime Edouard R Manchel, administrateur de société, demeurant professionnellement à L-8437 Steinfort.

Le bureau ainsi constitué, la présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

L'ordre du jour de la réunion est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Transfert de siège social vers L-8437 Steinfort, 60, rue de Koerich et modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société.

2.- Divers.

(ii) Les actionnaires représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence qui, signée «ne varietur» par le mandataire des actionnaires représentés, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par le mandataire des actionnaires représentés, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, resteront également annexées au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iv) L'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, tous les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations. Cette assemblée, réunissant l'intégralité du capital social de la Société, est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix l'unique résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée générale transfère le siège social vers L-8437 Steinfort, 60, rue de Koerich, et modifie par conséquent la première phrase de l'article 2 des statuts comme suit:

«Le siège social est établi dans la Commune de Steinfort.».

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à huit cent cinquante (850.- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: V. PIERRU, M.E. R MANCHEL, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 03 avril 2014. Relation: LAC/2014/15620. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056907/53.

(140065440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Nika-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8067 Bertrange, 8, rue du Sellier.

R.C.S. Luxembourg B 88.586.

L'an deux mille quatorze, le quatorze avril

Par-devant Maître Robert SCHUMAN, notaire, agissant en remplacement de sa consoeur dûment empêchée Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, laquelle dernière restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Madame Sima GHAHREMANIAN née le 08 septembre 1964 à Teheran (Iran), demeurant à IRN-1481955498 Téhéran, Khiyabane Ebrahimiye Jonubi, Boulevard Ferdose Sharghi,

Laquelle comparante déclare être la seule associée de la société à responsabilité limitée "NIKA-LUX S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-8067 Bertrange, 8, Rue du Sellier, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, en date du 19 juillet 2002, publié au Mémorial C numéro 1458 du 09 octobre 2002, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 88586.

Ensuite la comparante, représentant l'intégralité du capital social a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Madame Robabeh RAHMANIAN, sans état, née le 9 mai 1939 à Mahdishar (Iran), demeurant à Khiyabane Damavand, Balatar az Khaleghi, Nabshe Khiyabane 106, Nr.1, Kodeposti 1651967616, Tehran - IRAN (Iran) déclare avoir cédé, comme suit, l'intégralité des cent (100) parts sociales qu'elle détenait dans la pré-dite société "NIKA-LUX S.à r.l.", aux termes d'une cession de parts sociales signée sous seing privé en date du 09 avril 2014, dont une copie demeurera annexée aux présentes pour être enregistré.

De sorte que l'associée unique est désormais:

Madame Sima GHAHREMANIAN née le 08 septembre 1964 à Teheran (Iran), demeurant à IRN-1481955498 Téhéran, Khiyabane Ebrahimiye Jonubi, Boulevard Ferdose Sharghi,

La cessionnaire, pré-nommée, entrera en jouissance des parts d'intérêts cédées et en supportera toutes les charges et obligations à partir de ce jour, le cédant le subrogeant dans ses droits.

Deuxième résolution

Suite à la cession des parts, l'associée unique décide de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales, d'une valeur de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.»

Troisième résolution

L'associée unique décide que la société pourra désormais ouvrir des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger, il convient donc de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social de la société est établi à Bertrange, il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés. La société peut ouvrir des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.»

Quatrième résolution

La comparante décide de compléter l'activité de la société et en conséquence de modifier l'objet social de la société, de sorte que l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet:

- Le commerce d'articles pour le bâtiment.
- L'installation de chauffage, de ventilation, de climatisation et sanitaire.
- Service de photocopies, service des cabines téléphoniques, impressions digitales, impressions d'images sur tout support, mise en page et création des Logos, service de Fax, internet, scann des plans et impression sur tous supports, vente d'articles de cadeaux, et tout ce qui concerne l'impression et le réparation d'images en général.

En général elle pourra faire toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension»

Cinquième résolution

L'associée unique décide de maintenir le mandat des gérants actuellement en fonction et de modifier le dernier alinéa de l'article 10 des statuts de sorte que le régime de signature statutaire soit:

“La société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants ou la signature individuelle du gérant technique.”

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, les comparants ont déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: GHAHREMANIAN, SCHUMAN, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15/04/2014. Relation: EAC/2014/5351. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014056723/67.

(140065108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

WMC Securitisation S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 186.290.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of April.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

"Stichting WMC Securitisation" a foundation (Stichting) established under the laws of the Netherlands, having its registered address at Spoorhaven 88, Berkel en Rodenrijs, The Netherlands, and registered with the Netherlands Chamber of Commerce (Kamer van Koophandel) under number 60393440

here represented by Ms Sara Lecomte,

by virtue of a proxy given under private seal given on 15 April 2014,

which proxy, after been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacities, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited liability company (société anonyme), which it declared to establish.

ARTICLES OF INCORPORATION

Chapter I. - Name, Registered Office, Object, Compartments, Duration

1. Form, Corporate name.

1.1 There is hereby formed a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and by the present articles of incorporation (the "Articles"). The Company shall be subject to the Luxembourg law dated 22 March 2004 on securitisation, as amended (the "Securitisation Law").

1.2 The Company exists under the name of "WMC Securitisation S.A.".

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder of the Company (the "Sole Shareholder" or the "Shareholder") or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") or the sole director of the Company (the "Sole Director") is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will

not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors or by the Sole Director.

3. Object.

3.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operations governed by and under the Securitisation Law.

3.2 The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity or synthetically, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities by itself or by another securitisation entity the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company. For the avoidance of doubt, the Company is not subject to any risk-diversification requirements.

3.3 The Company may not perform any activities which do not form part of its securitisation activity and it must in particular not carry out transactions or schemes in which neither (i) an asset or pool of assets is transferred to the Company as issuer nor (ii) the credit risk of an asset or pool of assets, or part thereof, is transferred to the investors in any bonds, notes or any other form of debt securities issued by the Company. The Company may in particular not originate new loans (as opposed to purchasing them from another lender) and shall therefore neither originate new loans on its own account, nor on-lend proceeds from the issuance of any bonds, notes or any other form of debt securities.

3.4 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

(a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;

(b) subscribe or acquire any other participations in companies, partnerships or other undertakings, which do not qualify as securities or financial instruments, provided that the Company will not actively intervene with the management of such undertakings in which it holds a holding, directly or indirectly;

(c) acquire loan receivables which may or may not be embedded in securities;

(d) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;

(e) in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;

(f) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;

(g) issue bonds, notes or any other form of debt securities (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company; and

(h) enter into loan agreements as borrower within the scope of the Securitisation Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.e. prior to the issuance of the securities or, more generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities and insofar it seems to be useful and necessary within the context of the transaction.

3.5 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

4. Compartments.

4.1 In accordance with the Securitisation Law, the Board of Directors or the Sole Director is entitled to create one or more compartments corresponding each to a separate part of the Company's estate.

4.2 Subject to article 4.4 below, all assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment.

4.3 Notwithstanding the foregoing, if, following the redemption or repayment in full of the borrowings of the Company attributable to a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to other creditors whose claims have arisen in connection with such borrowings or the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets under such compartment, the Board of Directors or the Sole Director may allocate such assets to another compartment or to the general estate of the Company.

4.4 Claims which are not incurred in relation to the creation, operation or liquidation of a specific compartment may be paid out of the general estate of the Company or may be apportioned by the Board of Directors or the Sole Director between the Company's compartments on a pro rata basis of the assets of those compartments or on such other basis as it may deem more appropriate.

4.5 The Board of Directors or the Sole Director or its delegates, shall establish and maintain separate accounting records for each compartment of the Company.

4.6 The liquidation of a compartment is decided by the Board of Directors or by the Sole Director.

5. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital

6. Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (31,000,- EUR), divided into three hundred and ten (310) registered shares with a par value of one hundred Euro (100,- EUR) each, partly paid up (by 25%).

7. Form of the shares. The shares are in registered form and subject to the relevant legal conditions.

The ownership of the shares is evidenced by the entry in the share register, held at the registered office of the Company.

8. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions, which the Board of Directors or the Sole Director shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares, which are not fully paid up.

9. Modification of capital.

9.1 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolution of the Sole Shareholder or of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

9.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law.

9.3 Shares in the Company may be transferred in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the 1915 Law and the Securitisation Law and any agreement in force and effect at any particular time and this transfer is subject to any transfer restrictions or pre-emption rights as well as any obligations on any new shareholder, including the obligation to enter into a deed of adherence, as may be set out in such agreement.

Chapter III. - Bonds, Notes and other debt instruments

10. Registered or bearer form. The Company may issue bonds, notes or other debt instruments under registered or bearer form. Bonds, notes, certificates or other debt instruments under registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter IV. - Directors, Board of directors, Approved statutory auditor(s)

11. Board of directors or sole director.

11.1 In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members (the "Directors" and each a "Director"), who need not be shareholders.

11.2 In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of either one Director, named the Sole Director, until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder or by at least three Directors. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such case, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

11.3 The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders deciding on the term of appointment for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

11.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement, resignation or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election. In the event of vacancy of the Sole Director because of death, retirement, resignation or otherwise, an extraordinary general meeting of the Shareholders or the Sole Shareholder shall elect a Director to fill such vacancy. In case of resignation, the resigning Director will remain in function until his/her successor has been appointed.

12. Meetings of the board of directors.

12.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

12.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

12.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies and if the Directors have been validly convened or have duly waived the convening formalities.

12.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

12.6 The use of video-conferencing equipment or the use of telecommunication means shall be allowed, provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating Directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (résolutions circulaires). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

12.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing within 10 (ten) business days following such meeting.

12.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

13. General powers of the board of directors or the sole director.

13.1 The Board of Directors or the Sole Director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors or the Sole Director.

13.2 The Board of Directors or the Sole Director is authorised to sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of the assets of the Company in such manner and for such compensation as the Board of Directors or the Sole Director deems appropriate.

14. Delegation of powers.

14.1 The Board of Directors or the Sole Director may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, Directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors or the Sole Director shall determine.

14.2 The Board of Directors or the Sole Director may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be Directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

15. Representation of the company. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of Directors, by the joint signatures of any two Directors or by the sole signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two Directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

16. Approved statutory auditor(s).

16.1 The accounts of the Company are audited by one or more approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) appointed by the Board of Directors or the Sole Director.

16.2 The approved statutory auditor(s) is/are appointed for a determined period amongst the auditors registered with the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

16.3 The approved statutory auditor(s) is/are re-eligible.

Chapter V. - General meeting of shareholders

17. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders.

17.1 The Company may have a Sole Shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the Sole Shareholder does not result in the dissolution of the company.

17.2 If there is only one shareholder, that Sole Shareholder shall assume all powers conferred to the general meeting of shareholders and shall take the decision in writing.

17.3 In the event of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. Its resolutions are binding for all shareholders of the Company, irrespective of classes of shares they hold.

17.4 Any general meeting shall be convened in accordance with the 1915 Law by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen days before the meeting. In the event that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

17.5 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

17.6 The shareholders are entitled to vote by correspondence, by means of a form providing the option for a positive or negative vote or for an abstention. For the calculation of the quorum, only the forms received by the company three (3) days prior to the general meeting of shareholders they relate to, shall be taken into account.

17.7 The shareholders are entitled to participate in the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means of communication must comply with technical features guaranteeing effective participation in the meeting whereof the deliberations and resolutions are transmitted on a continuous basis.

17.8 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the capital represented.

17.9 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by two-thirds of the votes cast of the shareholders present or represented.

17.10 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

18. Place and date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg, on the first Wednesday of June of each calendar year at 3.00 p.m., and for the first time in 2015. If such day is a public holiday, the annual general meeting of shareholders will be held on the next following business day.

19. Other general meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the written request of the shareholders which together represent one tenth of the capital of the Company with an indication of the agenda.

20. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter VI. - Business year, distribution of profits

21. Business year.

21.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2014.

21.2 The Board of Directors or the Sole Director shall draw up the balance sheet and the profit and loss account. It shall submit these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

22. Distribution of profits.

22.1 Each year at least five per cent (5%) of the net profits (which shall mean the profits after payment and deduction of all amounts due in the relevant period including those due to any bond- or noteholder of the Company) has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

22.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation

23. Dissolution, Liquidation.

23.1 The Company may be dissolved by a decision of the Sole Shareholder or the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

23.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders.

23.3 If no liquidators are appointed by the Sole Shareholder or general meeting of shareholders, the Directors or the Sole Director shall be deemed to be liquidator(s) vis-à-vis third parties.

Chapter VIII. - Applicable law

24. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Securitisation Law.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the above-named party has subscribed for three hundred and ten (310) shares as follows:

Stichting WMC Securitisation	310 shares
Total: three hundred and ten shares	310 shares

All these shares have been partly paid up, each as to 25%, so that the sum of seven thousand seven hundred fifty Euro (€ 7,750) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred Euro (€ 1,500.-).

First resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, Stichting WMC Securitisation, considering itself as duly convened, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting of the shareholders passed the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following have been elected as Directors, each with a mandate expiring on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2015:

(a) Philip Godley, company director, born on 21 March 1974 in Sheffield, United Kingdom, with professional address at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(b) Alexandra Fantuz, company director, born on 25 September 1974 in Hayange, France, with professional address at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

(c) James Saout, company director, born on 11 October 1978 in Jersey, with professional address at 13, Castle Street, St Helier, JE4 5UT, Jersey

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die Deutsche Übersetzung des Vorgehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am fünfzehnten April

Vor Uns Maître Joseph Elvinger, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

"Stichting WMC Securitisation", eine Stiftung (Stichting) gegründet nach dem Recht der Niederlande mit Adresse in Spoorhaven 88, Berkel en Rodenrijs, Niederlande, eingetragen bei der Handelskammer der Niederlande (Kamer van Koophandel) unter der Nummer 60393440

hier vertreten durch Frau Sara Lecomte,

aufgrund einer ihr, am 15. April 2014 erteilten privatschriftlichen Vollmacht, die, durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar mit "ne varietur" paraphiert, dieser Urkunde beigelegt bleibt und zeitgleich mit dieser bei den Registerstellen eingereicht wird.

Die Erschienene, handelnd in der oben genannten Eigenschaft, hat den Notar gebeten, die nachfolgende Satzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) aufzusetzen, die sie nach eigener Aussage zu errichten wünscht.

GESELLSCHAFTSSATZUNG

Kapitel I. - Firma, Sitz, Gesellschaftszweck, Teilvermögen, Dauer des Bestehens

1. Rechtsform, Name der Gesellschaft.

1.1 Die Gesellschaft ist eine Luxemburger Aktiengesellschaft (société anonyme) (die "Gesellschaft"), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gemäß dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsge-

sellschaften in seiner aktuellen Fassung (das "Gesetz von 1915") und der vorliegenden Satzung. Die Gesellschaft unterliegt dem Luxemburger Gesetz vom 22. März 2004 über die Verbriefung in seiner aktuellen Fassung (das "Verbriefungsgesetz").

1.2 Die Gesellschaft handelt unter dem Firmennamen "WMC Securitisation S.A.".

2. Sitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Sitz kann durch einen Beschluss des Alleinaktionärs der Gesellschaft (der "Alleinaktionär" oder der "Aktionär"), beziehungsweise im Falle des Vorhandenseins mehrerer Aktionäre durch einen den Anforderungen an Satzungsänderungen genügenden Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung in eine andere Gemeinde innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.3 Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") oder der alleinige Verwaltungsrat der Gesellschaft (der "Alleinige Verwaltungsrat") ist ermächtigt, die Adresse der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde zu verlegen, in der sich der Sitz der Gesellschaft befindet.

2.4 Sollten außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder unmittelbar bevorstehen, aufgrund derer Einschränkungen der üblichen Abläufe am Sitz der Gesellschaft oder der Kommunikation mit dem Ausland zu erwarten sind, kann der Sitz der Gesellschaft bis zu einer vollständigen Normalisierung dieser Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Eine solche Entscheidung lässt die Nationalität der Gesellschaft unberührt, die ungeachtet der Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Sitzverlegung ins Ausland trifft der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat.

3. Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, im Rahmen einer oder mehrerer unter das Verbriefungsgesetz fallende und durch dieses Gesetz geregelte Verbriefungsgeschäfte als Erwerbengesellschaft und/oder Emittentin zu fungieren.

3.2 Die Gesellschaft kann Rechtsgeschäfte vornehmen, durch die sie unmittelbar oder mittelbar oder über eine andere Gesellschaft oder synthetisch Risiken erwirbt oder übernimmt, die mit Forderungen, anderen Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten Dritter verbunden sind oder die den Geschäftstätigkeiten Dritter ganz oder teilweise innewohnen. Der Erwerb oder die Übernahme derartiger Risiken durch die Gesellschaft wird dadurch finanziert, dass die Gesellschaft selbst oder eine andere Verbriefungsgesellschaft Wertpapiere ausgeben, deren Wert oder Rendite von den seitens der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt. Klarstellend wird darauf hingewiesen, dass die Gesellschaft keinen Risikodiversifizierungsanforderungen unterliegt.

3.3 Die Gesellschaft darf keine Tätigkeiten ausüben, die nicht Bestandteil der Verbriefungsaktivitäten sind, und darf insbesondere keine Transaktionen oder Strukturen durchführen, bei denen weder (i) ein Vermögensgegenstand oder ein Pool von Vermögensgegenständen auf die Gesellschaft als Emittentin übertragen wird, noch (ii) das Kreditrisiko eines Vermögensgegenstandes oder eines Pools von Vermögensgegenständen ganz oder teilweise auf die Investoren in die von der Gesellschaft emittierten Anleihen, Schuldverschreibungen oder anderen Schuldtitel übertragen wird. Die Gesellschaft darf insbesondere keine Darlehen selbst ausreichen (in Abgrenzung vom Ankauf von einem anderen Darlehensgeber) und wird daher weder selbst neue Darlehen für eigene Rechnung ausreichen, noch die Erlöse aus der Emission der Anleihen, Schuldverschreibungen oder anderen Schuldtitel darlehensweise weiterreichen.

3.4 Im Rahmen der vorstehenden allgemein gültigen Regelung darf die Gesellschaft insbesondere:

(a) von internationalen Institutionen und Organisationen, souveränen Staaten, Kapital- oder Personengesellschaften begebene Wertpapiere und Finanzinstrumente (im weitesten Sinne) zeichnen oder in sonstiger geeigneter Weise erwerben;

(b) andere Unternehmensbeteiligungen an Kapitalgesellschaften, Personengesellschaften oder anderen Unternehmen erwerben, die nicht als Wertpapiere oder Finanzinstrumente qualifizieren, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft nicht aktiv in das Management solcher Unternehmen eingreift, in welchen sie, direkt oder indirekt, Unternehmensbeteiligungen hält;

(c) Darlehensforderungen erwerben, die verbrieft oder unverbrieft sein können;

(d) zur Förderung ihres Gesellschaftszwecks ihre Vermögenswerte, Wertpapiere oder sonstigen Finanzinstrumente verwalten, einsetzen oder anderweitig verwenden, und im Rahmen von Artikel 61 Abs. 3 des Verbriefungsgesetzes an den von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswerten und Rechten Garantien oder Sicherheiten in Form von Pfandrechten, Grundpfandrechten, Gebühren oder jeder andere Form von Sicherheit bestellen;

(e) in Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte Wertpapierleihen und Wertpapierpensionsgeschäfte abschließen;

(f) Derivatgeschäfte (insbesondere Swaps, Futures, Forwards und Optionsgeschäfte) und vergleichbare Transaktionen abschließen und durchführen;

(g) Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel (auch in Form von Beteiligungsrechten) oder Aktienwerte ausgeben, deren Wert oder Rendite von den von der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt und

(h) als Kreditnehmer Darlehensvereinbarungen - soweit im Rahmen des Verbriefungsgesetzes zulässig - eingehen, insbesondere zum Zwecke der Finanzierung des Erwerbs oder der Übernahme von Risiken (vor Ausgabe der Wertpapiere oder allgemeiner, sofern die Gesellschaft als Erwerber tätig wird), oder um Zahlungs- oder andere Verpflichtungen zu

erfüllen, die ihr aufgrund der von ihr ausgegebenen Wertpapiere oder aufgrund von anderen Verträgen obliegen, die sie im Zusammenhang mit ihren Tätigkeiten abgeschlossen hat, und die ihr insoweit im Rahmen der jeweiligen Transaktion als sinnvoll und erforderlich erscheinen.

3.5 Die Gesellschaft kann Maßnahmen zum Schutz ihrer Rechte treffen und Transaktionen jeglicher Art vornehmen, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Gesellschaftszweck in Verbindung stehen, oder dem Gesellschaftszweck nützen und geeignet sind, seine Erreichung oder Förderung voranzubringen.

4. Teilvermögen.

4.1 Gemäß dem Verbriefungsgesetz ist der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat berechtigt, ein oder mehrere Teilvermögen zu bilden, die jeweils einem gesonderten Teil des Gesamtvermögens der Gesellschaft entsprechen.

4.2 Unter Vorbehalt des Artikels 4.4, stehen sämtliche Vermögenswerte, die einem Teilvermögen zugeordnet sind, ausschließlich den diesbezüglichen Aktionären und denjenigen Gläubigern zur Verfügung, deren Ansprüche im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Auflösung dieses Teilvermögens entstanden sind.

4.3 Unbeschadet dessen gilt, dass, falls nach vollständiger Tilgung oder Rückzahlung der Kreditverbindlichkeiten der Gesellschaft, die einem Teilvermögen zuzuordnen sind und nach vollständiger Erfüllung und vollständigem Erlöschen aller Verbindlichkeiten der Gesellschaft gegenüber sonstigen Gläubigern, deren Ansprüche in Zusammenhang mit solchen Kreditverbindlichkeiten oder Gründung, Verwaltung oder Auflösung des betreffenden Teilvermögens entstanden sind, noch Vermögenswerte des betreffenden Teilvermögens übrig bleiben, der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat diese überschüssigen Vermögenswerte auf die anderen Teilvermögen oder die allgemeine Vermögensmasse der Gesellschaft umverteilen darf.

4.4 Ansprüche die nicht im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Auflösung eines bestimmten Teilvermögens entstanden sind, können aus der allgemeinen Vermögensmasse der Gesellschaft gezahlt werden oder von dem Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat auf die Aktiva der einzelnen Teilvermögen auf pro rata Basis oder auf jede andere Weise aufgeteilt werden, die als geeignet erscheint.

4.5 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat beziehungsweise seine Bevollmächtigten sollen einzelne Kontenführungsberichte für jedes Teilvermögen der Gesellschaft erstellen und führen.

4.6 Die Auflösung von Teilvermögen kann von dem Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat beschlossen werden.

5. Dauer des Bestehens. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Kapitel II. - Kapital

6. Kapital. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (€ 31.000), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Anteile als Namensaktien mit einem Nennwert von jeweils einhundert Euro (€ 100) und ist teilweise einbezahlt (25%).

7. Form der Anteile. Die Anteile lauten auf den Namen und unterliegen den jeweiligen rechtlichen Bestimmungen.

Das Eigentum an den Anteilen wird durch die Eintragung in das Aktienregister nachgewiesen, das am Sitz der Gesellschaft geführt wird.

8. Zahlungen auf Anteile. Zahlungen auf Anteile, die zum Zeitpunkt der Zeichnung noch nicht voll eingezahlt waren, können zu dem Zeitpunkt und zu den Bedingungen erfolgen, wie von dem Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat jeweils festgelegt. Eingeforderte Einzahlungen auf Anteile werden von allen in Umlauf befindlichen und nicht voll eingezahlten Anteilen zu gleichen Teilen eingefordert.

9. Kapitalerhöhungen oder - Herabsetzungen.

9.1 Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Alleinaktionärs oder der Aktionäre erhöht oder herabgesetzt werden, wobei bezüglich der Beschlussfassung die rechtlichen Anforderungen, die für die Satzungsänderung gelten, entsprechend einzuhalten sind.

9.2 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile im Rahmen der rechtlich vorgesehenen Grenzen zurückkaufen.

9.3 Anteile an der Gesellschaft können im Einklang mit den Bestimmungen des Rechts des Großherzogtums Luxemburg, und insbesondere dem Gesetz von 1915 und dem Verbriefungsgesetzes und jedem zum jeweiligen Zeitpunkt gültigen und wirksamen Vertrag übertragen werden und diese Übertragung erfolgt vorbehaltlich etwaiger Übertragungsbeschränkungen oder Vorkaufsrechte, sowie den Verpflichtungen von neuen Aktionären, einschließlich der Verpflichtung einen Einhaltungsvertrag abzuschließen, wie sie in dem jeweiligen Vertrag festgelegt sind.

Kapitel III. - Anleihen, Schuldverschreibungen und andere Schuldtitel

10. Namens- oder Inhaberpapiere. Die Gesellschaft kann Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel als Namens- oder Inhaberpapiere begeben. Anleihen, Schuldverschreibungen, Zertifikate oder andere Schuldtitel, die als Namenspapiere begeben wurden, können nicht in Inhaberpapiere umgetauscht oder umgewandelt werden.

Kapitel IV. - Verwaltungsratsmitglieder, Verwaltungsrat, Zugelassener Wirtschaftsprüfer

11. Verwaltungsrat oder Alleiniger Verwaltungsrat.

11.1 Im Falle des Vorhandenseins einer Mehrzahl von Aktionären, sind die Geschäfte der Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat zu führen, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht (die "Verwaltungsratsmitglieder" und jeder ein "Verwaltungsratsmitglied"), bei denen es sich nicht um Aktionäre handeln muss.

11.2 Wird die Gesellschaft durch einen Alleinaktionär gegründet oder wird während einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass nur ein Aktionär besteht, sind die Geschäfte der Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat zu führen, bestehend entweder aus einem einzigen Verwaltungsratsmitglied, genannt der Alleinige Verwaltungsrat, bis zum Zeitpunkt der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre, die das Bestehen von mehr als einem Aktionär feststellt oder bestehend aus mindestens drei Verwaltungsratsmitgliedern. Eine juristische Person kann Mitglied des Verwaltungsrats sein. In einem solchen Falle muss die juristische Person einen ständigen Vertreter benennen, der diese Aufgabe namens und im Auftrag der juristischen Person erfüllt. Die jeweilige juristische Person kann ihren ständigen Vertreter nur seines Amtes entheben, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernannt.

11.3 Die Verwaltungsratsmitglieder oder der Alleinige Verwaltungsrat werden von der Hauptversammlung der Aktionäre unter Festlegung des Zeitraums, für den sie ernannt werden, gewählt, wobei dieser Zeitraum sechs Jahre nicht überschreiten darf. Die Verwaltungsratsmitglieder und der Alleinige Verwaltungsrat können jeweils wiedergewählt werden. Sie können jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung ihres Amtes enthoben werden. Sie bleiben solange im Amt, bis ihre Nachfolger ernannt worden sind. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied ohne Angabe der Amtsdauer ernannt wird, gilt es als für einen Zeitraum von sechs Jahren ab Ernennung ernannt.

11.4 Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes, Ausscheidens, Rücktritts eines Verwaltungsratsmitglieds oder aus anderen Gründen frei, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder eine Sitzung abhalten und mit einer Mehrheit der Stimmen ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Sitz ausfüllt, bis die nächste Hauptversammlung stattfindet, die zur Bestätigung dieser Wahl aufgefordert werden wird. Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes, Ausscheidens, Rücktritts des Alleinigen Verwaltungsratsmitglieds oder aus anderen Gründen frei, soll eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre oder der Alleinaktionär ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Sitz ausfüllt. Im Fall des Rücktritts eines Verwaltungsratsmitglieds, bleibt das zurücktretende Verwaltungsratsmitglied solange im Amt, bis sein/ihr Nachfolger ernannt worden ist.

12. Sitzungen des Verwaltungsrats.

12.1 Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der "Vorsitzende"). Der erste Vorsitzende kann von der ersten Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden. Wenn der Vorsitzende nicht anwesend sein kann, wird er durch ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt, das zu diesem Zwecke aus der Mitte der bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitglieder gewählt wird.

12.2 Die Sitzungen des Verwaltungsrats werden von dem Vorsitzenden oder einem beliebigen Verwaltungsratsmitglied einberufen. Falls alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, können sie auf die Einhaltung der mit der Einberufung der Sitzung verbundenen Anforderungen und Formalitäten verzichten.

12.3 Der Verwaltungsrat kann nur wirksam zusammenkommen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder durch Stimmrechtsbevollmächtigte ordnungsgemäß vertreten ist und wenn er seine Mitglieder rechtswirksam einberuft oder diese ordnungsgemäß auf die Formalität der Einberufung verzichten.

12.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats handeln, indem es schriftlich ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Stimmrechtsbevollmächtigten bestellt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied auch telefonisch zur Vertretung ermächtigen, was einer späteren schriftlichen Bestätigung bedarf.

12.5 Sämtliche Beschlüsse des Verwaltungsrates bedürfen einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Abstimmungen ist im Fall von Stimmgleichheit die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

12.6 Die Teilnahme per Videokonferenz oder Benutzung von Telekommunikationsmedien ist erlaubt, vorausgesetzt, dass jedes teilnehmende Verwaltungsratsmitglied die Versammlung akustisch mitverfolgen und von allen anderen diese Technologie verwendenden Verwaltungsratsmitgliedern gehört werden kann; sie gelten als anwesend und sind berechtigt per Videokonferenz oder Telefon abzustimmen.

12.7 Eine wirksame Beschlussfassung des Verwaltungsrates kann mit schriftlicher Zustimmung und persönlicher Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder im Umlaufverfahren erfolgen (résolutions circulaire). Die Zustimmung kann in einem oder mehreren gesonderten Dokumenten enthalten sein, die per Fax oder E-Mail übermittelt werden. Auf diesem Wege gefasste Beschlüsse sind ebenso gültig und wirksam wie bei ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrats gefasste Beschlüsse. Das Datum der Beschlussfassung ist das Datum der zuletzt geleisteten Unterschrift.

12.8 Stimmabgaben können weiterhin auf anderem Wege erfolgen, wie beispielsweise per Fax, E-Mail oder Telefon, wobei im letzteren Falle die Stimmabgabe einer schriftlichen Bestätigung innerhalb der nächsten 10 (zehn) Werktagen nach einer Sitzung bedarf.

12.9 Das Protokoll einer Sitzung des Verwaltungsrats wird von allen bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Auszüge werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern beglaubigt.

13. Allgemeine Befugnisse des Verwaltungsrats oder des Alleinigen Verwaltungsrats.

13.1 Dem Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat stehen die weitestgehenden Befugnisse zur Vornahme von Verwaltungs- und Verfügungsmaßnahmen im Interesse der Gesellschaft zu. Sämtliche Befugnisse, die nicht von Rechts wegen oder durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats oder der Alleinige Verwaltungsrats.

13.2 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat ist berechtigt, Vermögenswerte der Gesellschaft in einer Weise und für eine solche Ausgleichszahlung zu verkaufen, übertragen, abzutreten, belasten oder anderweitig darüber zu verfügen, wie sie der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat für angemessen erachtet.

14. Übertragung von Befugnissen.

14.1 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und zur Vertretung der Gesellschaft im Rahmen des Tagesgeschäfts auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder andere Handlungsbevollmächtigte übertragen, bei denen es sich nicht um Aktionäre der Gesellschaft handeln muss; die näheren Bedingungen und die übertragenen Befugnisse legt der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat fest.

14.2 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat kann sämtliche Befugnisse oder speziellen Aufgaben auch an Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft sein müssen, Handlungsbevollmächtigte und Angestellte anstellen und entlassen und deren Bezüge festlegen.

15. Vertretung der Gesellschaft. Eine Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten erfolgt, für den Fall des Alleinigen Verwaltungsrats, durch die Unterschrift des Alleinigen Verwaltungsrats und im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die alleinige Unterschrift der Person, die eine solche Unterschriftsbefugnis von zwei Verwaltungsratsmitgliedern übertragen wurde, jedoch nur, soweit diese Befugnis reicht.

16. Zugelassener Wirtschaftsprüfer.

16.1 Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden von einem oder mehreren zugelassenen Wirtschaftsprüfern (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) geprüft, welche(r) vom Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat gewählt wird.

16.2 Der oder die zugelassene(n) Wirtschaftsprüfer werden/wird aus dem Kreis der bei der Commission de Surveillance du Secteur Financier registrierten Wirtschaftsprüfer gewählt und für eine bestimmte Zeit bestellt.

16.3 Der oder die zugelassene(n) Wirtschaftsprüfer kann/können wiedergewählt werden.

Kapitel V. - Hauptversammlung

17. Befugnisse des Alleinaktionärs / Der Hauptversammlung.

17.1 Die Gesellschaft kann einen Alleinaktionär zum Zeitpunkt ihrer Gründung haben, oder wenn alle Anteile der Gesellschaft von einer einzelnen Person gehalten werden. Tod oder Auflösung des Alleinaktionärs führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

17.2 Hat die Gesellschaft einen Alleinaktionär, soll dieser sämtliche Befugnisse erhalten, die der Hauptversammlung zustehen; Beschlussfassungen sollen schriftlich durch den Alleinaktionär erfolgen.

17.3 Soweit die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, vertritt die Hauptversammlung die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse zur Anordnung, Durchführung oder Genehmigung von Angelegenheiten der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft, ohne Rücksicht darauf, welche Klassen von Anteilen sie halten.

17.4 Die Einberufung der Hauptversammlung soll mindestens fünfzehn Tage vor der Versammlung durch den Verwaltungsrat und im Einklang mit dem Gesetz von 1915 an jeden Inhaber von Namensaktien durch schriftliche Einberufungsmittel per Einschreiben erfolgen. Sofern sämtliche Aktionäre während der Hauptversammlung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind und sie alle erklären, dass sie von der Tagesordnung ordnungsgemäß unterrichtet wurden, können diese auf die Einhaltung sämtlicher Anforderungen bezüglich Einberufung der Versammlung und Veröffentlichung der Tagesordnung verzichten.

17.5 Ein Aktionär kann sich bei einer Aktionärsversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder durch andere entsprechende elektronische Mittel) bestellten Stellvertreter vertreten lassen, der kein Aktionär sein muss, und ist dementsprechend berechtigt, sich bei der Abstimmung durch einen Stimmrechtsbevollmächtigten vertreten zu lassen.

17.6 Die Aktionäre sind berechtigt, mittels eines Abstimmungsformulars, das eine Zustimmung, Ablehnung oder Stimmenthaltung vorsieht, im Umlaufverfahren abzustimmen. Nur die Formulare, die spätestens drei (3) Tage vor der Hauptversammlung bei dem Sitz der Gesellschaft oder der Adresse, auf die in dem Einberufungsschreiben verwiesen wird, eingegangen sind, werden bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit der Gesellschaft berücksichtigt.

17.7 Die Aktionäre sind berechtigt, per Videokonferenz oder Telekommunikationsmedien, anhand derer man sie identifizieren kann, an der Versammlung teilzunehmen; sie gelten für die Zwecke der Feststellung der Beschlussfähigkeit und Ermittlung der Mehrheit als anwesend. Insoweit verwendete Kommunikationsmittel müssen in technischer Hinsicht

geeignet sein, eine effektive Teilnahme an der Versammlung zu gewährleisten, deren Beratungen und Beschlussfassungen ständig zu übertragen sind.

17.8 Soweit nicht durch Gesetz oder durch die Satzung abweichend geregelt, werden Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen jährlichen oder ordentlichen Hauptversammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, ungeachtet des durch diese Stimmen jeweils vertretenen Kapitals.

17.9 Eine zur Änderung der Satzungsbestimmungen einberufene außerordentliche Hauptversammlung kann nur wirksam beraten, wenn mindestens die Hälfte des Kapitals vertreten ist und die geplante Satzungsänderung sich der Tagesordnung entnehmen lässt. Wenn die erste der vorgenannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann eine zweite Versammlung in der gemäß der Satzung oder entsprechend den gesetzlichen Regelungen vorgeschriebenen Weise einberufen werden. In der Einberufungsmittelteilung ist die Tagesordnung erneut mitzuteilen und das Datum und die Ergebnisse der vorangegangenen Versammlung anzugeben. Die zweite Versammlung kann ungeachtet des Anteils des bei der Versammlung vertretenen Kapitals wirksam beraten. Bei beiden Hauptversammlungen bedarf eine gültige Beschlussfassung einer Zweidrittelmehrheit aller abgegebenen Stimmen.

17.10 Eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder eine Erhöhung oder Verringerung der Verbindlichkeiten der Aktionäre kann dagegen nur einvernehmlich durch alle Aktionäre, unter Einhaltung aller weiteren rechtlichen Erfordernisse beschlossen werden.

18. Zeit und Ort der Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung wird jeweils am ersten Mittwoch im Juni eines jeden Kalenderjahres um 15:00 Uhr, erstmalig im Jahr 2015, an einem Ort in der Stadt Luxemburg abgehalten, der in der Einberufungsmittelteilung näher angegeben wird. Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag, so wird die Jahreshauptversammlung an dem nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

19. Weitere Hauptversammlungen. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann weitere Hauptversammlungen einberufen. Eine Hauptversammlung ist auf schriftliches Verlangen von Aktionären einzuberufen, die gemeinsam ein Zehntel des Kapitals der Gesellschaft vertreten unter Angabe der Tagesordnung.

20. Stimmen. Jeder Anteil gewährt eine Stimme. Ein Aktionär kann bei jeder Hauptversammlung, selbst bei der Jahreshauptversammlung, handeln, indem er schriftlich eine andere Person bevollmächtigt.

Kapitel VI. - Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

21. Geschäftsjahr.

21.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember eines jeden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2014 endet.

21.2 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat soll die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung erstellen. Er soll diese Unterlagen zusammen mit einem Geschäftsbericht der Gesellschaft mindestens einen Monat vor der Jahreshauptversammlung den externen Wirtschaftsprüfern vorlegen, die einen Bericht mit einer Bewertung der vorgelegten Unterlagen erstellen.

22. Gewinnausschüttung.

22.1 Jedes Jahr sind mindestens fünf Prozent (5%) des Nettogewinns (bezogen auf den Gewinn nach Begleichung und Abzug aller in dem relevanten Zeitraum fälligen Beträge inklusive derer bei den Anleihe- oder Schuldscheingläubigern der Firma) den gesetzlichen Rücklagen zuzuweisen. Eine solche Zuweisung zu den Rücklagen ist nicht mehr verpflichtend, sofern und solange die gesetzlichen Rücklagen mindestens ein Zehntel des Kapitals der Gesellschaft ausmachen.

22.2 Nachdem die Zuweisung zu den gesetzlichen Rücklagen erfolgt ist, entscheidet die Hauptversammlung über Verwendung und Ausschüttung der Nettogewinne.

Kapitel VII. - Auflösung, Liquidation

23. Auflösung, Liquidation.

23.1 Die Gesellschaft kann durch Beschluss des Alleinaktionärs oder durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden, für den dieselben Anforderungen an Beschlussfähigkeit und Mehrheitsverhältnisse gelten wie für die Änderung der Satzung.

23.2 Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere von der Hauptversammlung bestellte Liquidatoren.

23.3 Wenn keine Liquidatoren von dem Alleinaktionär oder der Hauptversammlung bestellt werden, gelten die Verwaltungsratsmitglieder gegenüber Dritten als Liquidator(en).

Kapitel VIII. - Geltendes recht

24. Geltendes Recht. Sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Verbriefungsgesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Partei 310 (dreihundertzehn) Anteile wie nachstehend angegeben gezeichnet:

Stichting WMC Securitisation	310 Anteile
Insgesamt: dreihundertzehn Anteile	310 Anteile

Diese Anteile sind teilweise eingezahlt, jeder zu fünfundzwanzig Prozent (25%), so dass der Betrag von siebentausend-siebenhundertfünfzig Euro (7.750.- EUR) der Gesellschaft sofort zur freien Verfügung steht, wie gegenüber dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der Notar, der die vorliegende Urkunde errichtet, erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind und bezeugt deren Erfüllung hiermit ausdrücklich.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Honorare und Gebühren jeglicher Form, die von der Gesellschaft in Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragen sind beziehungsweise ihr in Rechnung gestellt werden, wurden auf ca. eintausendfünfhundert Euro (€ 1.500,-) geschätzt.

Erste Beschlüsse des Alleinaktionärs

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Partei Stichting WMC Securitisation, die die Versammlung als ordnungsgemäß einberufen erachtet, in Vertretung des gesamten gezeichneten Kapitals und in Ausübung der Befugnisse der Hauptversammlung die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Als Anschrift der Gesellschaft wird 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg vorgesehen.

2. Die folgenden Personen wurden als Verwaltungsratsmitglieder gewählt, wobei ihr Amt jeweils anlässlich der im Jahre 2015 abzuhaltenden Jahreshauptversammlung endet:

(a) Philip Godley, Geschäftsführer, geboren am 21. März 1974 in Sheffield, Großbritannien, geschäftsansässig in 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

(b) Alexandra Fantuz, Geschäftsführer, geboren am 25. September 1974 in Hayange, Frankreich, geschäftsansässig in 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

(c) James Saout, Geschäftsführer, geboren am 11. Oktober 1978 in Jersey, geschäftsansässig in 13, Castle Street, St Helier, JE4 5UT, Jersey.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, aktiert hiermit, dass auf Anfrage der oben genannten erschienenen Person, die vorliegende Ausfertigung in Englisch verfasst ist, welcher eine deutsche Übersetzung beiliegt. Auf Anfrage derselben erschienenen Person und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird der englische Text maßgebend sein.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg an dem zu Beginn genannten Tage in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person vorgelesen wurde, unterzeichnete die erschienene Person gemeinsam mit dem amtierenden Notar diese Originalurkunde.

Signé: S.LECOMTE, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 17 avril 2014. Relation: LAC/2014/18189. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): C.FRISING.

Référence de publication: 2014056912/630.

(140065371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Lamudi Saudi Arabia S.C.Sp., Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.-P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 186.296.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "partnership agreement") of Lamudi Saudi Arabia S.C.Sp., a Special Limited Partnership, executed on 15 April 2014

1. Partners who are jointly and severally liable. Middle East Internet (GP) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number 185.338 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "Lamudi Saudi Arabia S.C.Sp." (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through such domestic and foreign subsidiaries (e-commerce covering goods and services of different kinds) and the provision of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and signatory powers. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the limited partnership agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 15 April 2014, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge des Gesellschaftsvertrages (Limited Partnership Agreement) (der "Gesellschaftsvertrag") der Lamudi Saudi Arabia S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft Luxemburger rechts (Special Limited Partnership), abgeschlossen am 15. April 2014

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Middle East Internet (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 185.338 (die "Komplementärin").

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: "Lamudi Saudi Arabia S.C.Sp." (die "Gesellschaft")

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch inländische und ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich E-Commerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 15. April 2014 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2014056662/78.

(140065425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

ZT General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 64.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 162.290.

—
EXTRAIT

En date du 11 avril 2014, l'associé unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- d'accepter la démission, avec effet immédiat, de IREIM Services Luxembourg S.à r.l. en leur qualité de gérant de la Société;

- de nommer les personnes suivantes, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée en qualité de gérants de la Société:

* Monsieur Jean-Louis Camuzat, né le 1^{er} septembre 1963 à Fontenay-aux-Roses, France et domicilié professionnellement à 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

* Madame Sylvie Reisen, née le 1^{er} novembre 1965 à Steinfort, Luxembourg et domiciliée professionnellement à 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

* Monsieur Arnaud De Jong, né le 4 avril 1974 à Maison-Laffite, France et domicilié professionnellement au 100, Esplanade du Général de Gaulle, 92400 Courbevoie, France;

* Monsieur Jérôme Delaunay, né le 16 octobre 1968 à Avranches, France et domicilié professionnellement au 100, Esplanade du Général de Gaulle, 92400 Courbevoie, France;

- de transférer le siège social de la Société au 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ZT General Partner S.à r.l.

Référence de publication: 2014056926/26.

(140065299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Puma International Financing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 182.802.

—
In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first day of March.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of Puma International Financing S.A., a société anonyme incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 182.802, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on December 12, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on February 1, 2014 under number 297 at page 14216 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on December 24, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on February 28, 2014 under number 543 at page 26061.

The Meeting is chaired by Solange Wolter, with professional address at Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and the Meeting elected as scrutineer, Annick Braquet, with professional address at Luxembourg.

The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to as the Board of the Meeting.

The Board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares that:

I. The sole shareholder of the Company (the Shareholder) present or represented and the number of its shares are shown on an attendance list (the Attendance List). Such list and related proxy, after having been signed *ne varietur* by the Board of the Meeting and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes;

II. It appears from the Attendance List that fifty thousand (50,000) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, representing the entire share capital of the Company are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the participants have been beforehand informed;

III. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;

2. Increase the share capital of the Company by an amount of two million United States Dollars (USD 2,000,000.-) in order to bring the share capital from its present amount of fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-), represented by fifty thousand (50,000) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, to an amount of two million fifty thousand United States Dollars (USD 2,050,000.-) by way of the issuance of two million (2,000,000) new additional shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, with the same rights as the existing shares;

3. Subscription for and payment of the newly issued shares as specified under item 2. above by way of a contribution in kind;

4. Subsequent amendment article 5, paragraph 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of the share capital adopted under item 2 above.

5. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any two directors of the Company, to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company; and

6. Miscellaneous.

IV. These facts having been exposed and recognized as true and correct by the Meeting, after the foregoing has been discussed and approved by the Meeting, the Meeting unanimously decides on the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholder represented considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which had been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two million United States Dollars (USD 2,000,000.-) in order to bring the share capital from its present amount of fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-), represented by fifty thousand (50,000) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, to an amount of two million fifty thousand United States Dollars (USD 2,050,000.-) by way of the issuance of two million (2,000,000) new additional shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, with the same rights as the existing shares.

The Meeting resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon, the Shareholder declares to subscribe to two million (2,000,000) new additional shares, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in kind consisting in a receivable in an aggregate amount of one hundred million United States Dollars (USD 100,000,000.-) that the Shareholder has against the Company (the Receivable), it being understood that such contribution in kind is to be allocated as follows:

(i) two million United States Dollars (USD 2,000,000.-) is to be allocated to the share capital account of the Company; and

(ii) ninety-eight million United States Dollars (USD 98,000,000.-) is to be allocated to the share premium account of the Company.

Pursuant to articles 26-1 and article 32-1 (5) of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, the Receivable being contributed to the Company have been the subject of a report prepared by Ernst & Young

Luxembourg S.à r.l., independent auditor (réviseur d'entreprises agréée) dated March 31, 2014, which concludes as follows:

“Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least in number and nominal value to the 2,000,000 ordinary shares with a nominal value of USD 1 each to be issued and together with a share premium issuance of USD 98,000,000 (the “share Premium account”), hence total consideration amounting to USD 100,000,000.”

The said auditor’s report, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Meeting resolves to amend article 5, paragraph 1 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The subscribed share capital of the Company is set at two million fifty thousand United States Dollars (USD 2,050,000.-) represented by two million fifty thousand (2,050,000) shares with a nominal value of one United State Dollar each.”

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend the shareholders’ register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any two director of the Company, acting individually, with full power of substitution, to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the shareholders’ register of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with the present deed are estimated at approximately EUR 9,000.-

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the Board of the Meeting, the present deed is worded in English, followed by a French version and, at the request of the Board of the Meeting, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Board of the Meeting, said Board of the Meeting signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le trente et unième jour de mars.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l’Assemblée) de PUMA International Financing S.A., une société anonyme constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.802, constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 12 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 1^{er} février 2014 numéro 297 page 14216 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 24 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 28 février 2014 numéro 543 page 26061.

L’Assemblée est présidée par Solange Wolter, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire et l’Assemblée choisit comme scrutateur Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président, le secrétaire et le scrutateur sont collectivement désignés comme le Bureau de l’Assemblée.

Le Bureau de l’Assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare que:

I. L’actionnaire unique de la Société (l’Actionnaire) présent ou représenté et le nombre de ses actions sont indiqués sur une liste de présence (la Liste de Présence). Ladite liste et la procuration y relative, après avoir été signées *ne varietur* par le Bureau de l’Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent procès-verbal;

II. Il ressort de la Liste de Présence que les cinquante mille (50.000) actions nominatives ayant une valeur nominale de un dollar américain chacune (USD 1,-), représentant l’intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente Assemblée, de sorte que l’Assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l’ordre du jour dont les participants ont été préalablement informés;

III. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renoncer aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux millions de dollars américains (USD 2.000.000,-) afin de le porter de son montant actuel de cinquante mille dollars américains (USD 50.000,-), représenté par cinquante mille (50.000) actions nominatives d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune, à un montant de deux millions cinquante mille dollars américains (USD 2.050.000,-) par l'émission de deux millions (2.000.000) de nouvelles actions supplémentaires, d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune et ayant les droits identiques à ceux des actions existantes;

3. Souscription et libération des actions nouvellement émises décrites au point 2. ci-dessus par un apport en nature;

4. En conséquence modification du paragraphe 1 de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital adopté au point 2 ci-dessus.

5. Modification du registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à deux gérants de la Société pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des actions nouvellement émises dans le registre des actionnaires de la Société; et

6. Divers.

IV. Ces faits exposés et reconnus sincères et exacts par l'Assemblée, après discussion et approbation de ce qui précède, l'Assemblée décide à l'unanimité des résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Actionnaire représenté se considérant lui-même comme dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui avait été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux millions de dollars américains (USD 2.000.000,-) afin de le porter de son montant actuel de cinquante mille dollars américains (USD 50.000,-), représenté par cinquante mille (50.000) actions nominatives d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune, à un montant de deux millions cinquante mille dollars américains (USD 2.050.000,-) par l'émission de deux millions (2.000.000) de nouvelles actions supplémentaire, d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune et ayant les droits identiques à ceux des actions existantes.

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et l'entière libération de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Paiement

Par conséquent, l'Actionnaire déclare souscrire à deux millions (2.000.000) de nouvelles actions supplémentaires ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en nature qui consiste en une créance d'un montant total de cent millions dollars américains (USD 100.000.000,-) qu'il détient à vis-à-vis de la Société (la Créance), il est entendu que ledit apport en nature est alloué comme suit:

(i) un montant de deux millions de dollars américains (USD 2.000.000,-) est affecté au compte de capital social de la Société; et

(ii) un montant de quatre-vingt-dix-huit millions de dollars américains (USD 98.000.000,-) est affecté au Compte de Prime d'émission de la Société.

En vertu de l'article 26-1 et l'article 32-1 (5) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, la Créance ainsi apportée à la Société a fait l'objet d'un rapport établi par Ernst & Young Luxembourg S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé, daté du 28 mars 2014 qui conclut comme suit:

«Sur base du travail effectué et décrit ci-dessus, rien n'est venu à notre attention qui pourrait nous porter à croire que la valeur de la contribution en nature ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 2.000.000 actions ordinaires ayant une valeur nominale de 1 USD chacune à émettre et une prime d'émission de 98.000.000 (le «compte de prime d'émission»), donc une valeur totale d'un montant de 100.000.000 USD.»

Ledit rapport du réviseur après avoir été signé ne varietur par le représentant des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les formalités d'enregistrement.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à deux millions cinquante mille dollars américains (USD 2.050.000,-) représenté par deux millions cinquante mille (2.050.000) actions ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à deux administrateurs de la Société, chacun individuellement avec plein pouvoir de substitution afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des actions nouvellement émises dans le registre des actionnaires de la Société.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ EUR 9.000.-

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente, qu'à la demande du Bureau de l'Assemblée, le présent acte est établi en langue anglaise suivi d'une version française et à la demande du Bureau de l'Assemblée, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date stipulée au début des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Bureau de l'Assemblée, ledit Bureau de l'Assemblée a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. WOLTER, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 avril 2014. Relation: LAC/2014/15526. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056763/200.

(140065195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

LFG Lux S.C.Sp., Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 186.271.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "partnership agreement") of LFG Lux S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 11 March 2014

1. Partners who are jointly and severally liable. LFG Lux (GP) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B184.704 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "LFG Lux S.C.Sp." (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through such domestic and foreign subsidiaries (e-commerce covering goods and services of different kinds) and the provision of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and signatory powers. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the limited partnership agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 11 March 2014, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge des Gesellschaftsvertrages (Limited Partnership Agreement) (der "Gesellschaftsvertrag") der LFG Lux S.C.Sp., Einer Partnerschaftsgesellschaft Luxemburger Rechts (Special Limited Partnership), Abgeschlossen am 11. März 2014

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. LFG Lux (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 184.704 (die "Komplementärin").

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: "LFG Lux S.C.Sp." (die "Gesellschaft")

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch inländische und ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich E-Commerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 11. März 2014 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2014056670/77.

(140064866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Orox Capital Investment, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 129.567.

In the year two thousand and fourteen, on seventh of March, at 4 p.m.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholders of OROX CAPITAL INVESTMENT, a société anonyme qualifying as a Société d'Investissement à Capital Variable, having its registered office in L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 4th of July 2007, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C number 1559 of 26th of July 2007.

The Meeting appoints Gregory MAGHE, professionally residing in Luxembourg as chairman of the Meeting (the Chairman).

The Chairman appoints Emilie DE JONGE, professionally residing in Luxembourg, as secretary of the Meeting (the Secretary), and the Meeting appoints Stephanie SLOSSE, professionally residing in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman requests the undersigned notary to record the following:

I. the sole shareholder represented at the Meeting and the number of shares it holds are recorded in an attendance list, which will be signed by the holder of the power of attorney who represent the sole shareholder who is not present and the Members of the Bureau. The said list as well as the power of attorney, after having been signed *in variatur* by the person who represents the sole shareholder who is not present and the undersigned notary, will remain attached to these minutes;

II. the appearing party is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and it appears from the attendance list that all 85 931.92 BD2 shares representing the entire subscribed share capital of the Company are duly represented at the Meeting. The Sole Shareholder represented declares that it has had due notice of, and has been duly informed of the agenda prior to, the Meeting. The Meeting decides to waive the convening notices. The Meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda, set out below; and

III. the Meeting wishes to pass resolutions on the following items:

(1) amendment of the accounting year of the Company and subsequent amendment of article 26 of the articles of incorporation of the Company (the Articles);

(2) change of the date of the annual general meeting of the shareholders of the Company and subsequent amendment of article 24 of the Articles;

(3) replacement of the auditor (*réviseur d'entreprise agréé*) of the Company with effect as of the accounting year starting on 1 April 2014;

(4) acknowledgment that pursuant to article 26(2) of the Luxembourg act of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended (the 2007 Act), the Articles, drawn-up in English, need not to be followed by a translation into an official language of the Grand Duchy of Luxembourg and decision to rescind the French version of the Articles in accordance with article 26(2) of the 2007 Act;

(5) miscellaneous.

IV. After careful deliberation, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder (i) decides that the accounting year will begin on 1 April of each year and will terminate on 31 March of the following year (instead of 1 January to 31 December of each year) with effect as of 1 April 2014, (ii) to set an interim accounting period between 1 January 2014 and 31 March 2014 and (iii) to amend article 26 of the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 26. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on the first day of April of each year and shall terminate on the last day of March of the following year. The accounts of the Company shall be expressed in EUR. Where there shall be different Classes as provided for in Article 6 hereof, and if the accounts within such Classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into EUR and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.”

Second resolution

The Sole Shareholder decides that, with effect as of the annual general meeting to be held in respect of the accounting year ending on 31 March 2015 onwards, the annual general meeting of shareholders of the Company will be held on the first Thursday of the month of July at 14.00 and to amend article 24 of the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 24. Shareholders meetings.** Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Company regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to notice setting forth the agenda sent at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address in the Register of Shareholders.

The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on

the first Thursday of the month of July at 14.00. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders or of holders of Shares of any specific Class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.”

Third resolution

The Sole Shareholder decides to appoint KPMG Luxembourg as the auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company in replacement of Deloitte with effect as of the accounting year starting on 1 April 2014 for a period ending at the annual general meeting of shareholders of the Company to be held in 2015.

Fourth resolution

The Sole Shareholder acknowledges that pursuant to article 26(2) of the 2007 Act, the Articles, drawn-up in English, need not to be followed by a translation into an official language of the Grand Luxembourg and therefore decides to rescind the French version of the Articles in accordance with article 26(2) of the 2007 Act.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the Sole Shareholder, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: G. MAGHE, E. DE JONGE, S. SLOSSE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 mars 2014. Relation: LAC/2014/12366. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014056747/90.

(140064777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Jet Engine Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: USD 22.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 123.075.

—
RECTIFICATIF

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2012 (rectificatif du dépôt des comptes annuels au 31 décembre 2012 déposé le 24 avril 2014, n° L140066435) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014057855/12.

(140066628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Global Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 8, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 177.998.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire du 08 avril 2014, a approuvée la résolution suivante:

- Nomination aux fonctions du Commissariat Aux Comptes, la société "European Audit S.à r.l." avec siège social au 11, rue Hiel, L-7390 Blaschette avec effet immédiat

Luxembourg, le 8 avril 2014.

Pour extrait conforme

Natacha Hainaux

Référence de publication: 2014057772/14.

(140066651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.